

T2137-568-8,00 F

le monde

hebdo

# Libertaire



SN 0026-9433

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N° 568 JEUDI 28 MARS 1985 8,00 F

## COMPLICES, JAMAIS



## REFRACTAIRES!

# Toujours.

### SYNDICATS

Sentant le vent du boulet,  
la direction confédérale  
de la C.F.D.T.  
mange à tous les rateliers.

PAGE 5

### ALGÉRIE

Cap sur le pragmatisme !  
Qu'elle semble  
longue la route  
vers le socialisme.

PAGE 8

### CHANTIERS NAVALS

En Espagne,  
face aux reconversions,  
les travailleurs basques  
d'Euskalduna ripostent.

PAGE 9

F°P. 2520

### débats

#### • TOULON

Le groupe Région toulonnaise assure une émission d'expression anarchiste « Encre noire », ainsi qu'une émission sur la prison « Passe-Muraille » chaque dimanche de 21 h à 23 h 30 sur Radio-Païs, 91.5 MHz (Toulon et région).  
Contact : « Encre noire », c/o Radio-Païs, B.P. 75, 83501 La Seyne-sur-Mer cedex. Tél. : (94) 06.00.51.

#### • BORDEAUX

Le groupe Durruti organise le vendredi 5 avril au 7, rue du Muguet, à 21 h, une projection de diapositives sur le Nicaragua.  
Un militant anarcho-sindicaliste de retour du Nicaragua apportera son témoignage sur le sandinisme, la révolution agraire, etc. Ce débat a également pour objectif d'apporter un soutien réel aux militants libertaires nicaraguayens.

#### • RENNES

Le groupe de Rennes organise une réunion-débat sur le thème : « L'anarchisme aujourd'hui ». Le film *Maurice Joyeux, portrait d'un anarchiste* sera présenté en première partie. Cette rencontre-débat se déroulera mercredi 27 mars à la Maison de quartier de Villejeu.

#### • PARIS

Le vendredi 29 mars, à 20 h, le groupe Louise-Michel organise en son local, au 10 rue Robert-Planquette, Paris 18<sup>e</sup> (métro Blanche) une réunion-débat dans le cadre des conférences : « L'anarchie et la société moderne ». Cette réunion aura pour thème : « La radio, la télévision : le monopole, la liberté d'expression et le service public », avec la participation d'un travailleur de l'ex-O.R.T.F.

### communiqués

#### • COORDINATION

Hier la sidérurgie, aujourd'hui l'industrie automobile, demain... le secteur banques-assurances ! Les mutations technologiques qui s'opèrent actuellement entraînent de nombreuses conséquences tant sur les effectifs que sur les conditions de travail. A terme, ce seront des milliers d'emplois supprimés.  
Une coordination libertaire banques-assurances est en cours de formation et suggère à tous les intéressés d'apporter des réflexions, de proposer des moyens d'action et, pourquoi pas, des solutions. Pour tout contact : Coordination libertaire banques-assurances, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

#### • BREST

Le groupe Les Temps nouveaux de Brest tiendra tous les mardis, de 12 h à 13 h, une table de presse en alternance entre le R.U. de Kergoat et le R.U. du Bouguen.

La librairie du Monde libertaire  
145, rue Amelot  
75011 Paris  
est ouverte  
du lundi au samedi  
de 10 h à 19 h 30

## Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE

Rédaction-Administration  
145, rue Amelot 75011 Paris, tél. 805.34.08.

TARIF	France	Sous pli fermé	Etranger
3 mois 13 n°	85 F	95 F	120 F
6 mois 25 n°	155 F	180 F	230 F
1 an 50 n°	300 F	335 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

#### BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner au 145 rue Amelot 75011 Paris (France)

Nom ..... Prénom .....

N° ..... Rue .....

Code postal ..... Ville .....

A partir du n° ..... (inclus) Pays .....

Abonnement  Réabonnement  Abonnement de soutien

Chèque postal  Chèque Langue  Mandat lettre  Règlement

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre poste

### éditions

#### • « VOIE LIBRE »

« Voie libre » n° 6 (organe anarcho-sindicaliste des transports) est paru, en vente à la librairie du Monde libertaire, au prix de 6 F. Abonnements : 10 numéros, 50 F, et en soutien, 80 F. Chèques à l'ordre de Gerot, C.C.P. n° 0 65 60 85 S 020, Paris.



#### • AUTOCOLLANT

Un autocollant antimilitariste vient d'être édité. Son format : 8 x 11 cm. Son prix : 1 F l'unité et 30 F les 50 exemplaires. Il est disponible sur papier blanc et sur rouge fluorescent.

## « L'ARMEE PREND DES HOMMES ET REND DES ESCLAVES ! »

(EUGENE VARLIN)



FEDERATION ANARCHISTE 145, rue Amelot 75011.

#### • « MAGAZINE LIBERTAIRE »



Le n° 5 du « Magazine libertaire » est paru. Au sommaire : Etre anarchiste en 1985, « Dans les syndicales » de E. Pouget en B.D., Du totalitarisme, B.D. et anarchisme, M. Joyeux : un anarchiste d'aujourd'hui, etc.

Vous pouvez vous procurer le « Magazine libertaire » au 145, rue Amelot, 75011 Paris (20 F le numéro) ou en vous abonnant : 140 F les 8 numéros (règlement à l'ordre de Messages libres).

### sommaire

PAGE 2 : Activités des groupes F.A. — PAGE 3 : Editorial, Insoumis, Pourquoi l'antimilitarisme ? — PAGE 4 : En Bref, Dispensaire social, La grève des transports — PAGE 5 : La C.G.T. et les cadres, S.L.T. contre direction, De l'autogestion — PAGE 6 : Prisons, organisations clandestines ou associations déclarées, Quand passent les cigognes... — PAGE 7 : Quelle solidarité anarchiste avec le peuple kanak, Le danger activiste — PAGE 8 : Algérie 1979 — PAGE 9 : Chantiers navals espagnols — PAGE 10 : Albert Camus/L'homme révolté et l'homme déshonoré, Notes de lecture — PAGE 11 : Notes de lecture, L'anarchie tranquille, Programmes R.-L. — PAGE 12 : « Ils ont voté... et puis après ? ».

### liste des groupes f.a.

#### • RÉGION PARISIENNE

##### • GROUPE

Paris : seize groupes répartis dans les arrondissements suivants : 1<sup>er</sup>, 3<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup>, 9<sup>e</sup>, 10<sup>e</sup>, 11<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup>, 13<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 16<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, 19<sup>e</sup>, 20<sup>e</sup>.  
Banlieue : Seine-et-Marne : Coulommiers, Chelles/Gagny/Neuilly-sur-Marne, Melun — Yvelines : Conflans-Sainte-Honorine, Versailles — Essonne : Vallée de Chevreuse/Rambouillet, Corbell — Hauts-de-Seine : La Défense/Courbevoie/Nanterre/Puteaux, Villeneuve-la-Garenne/Saint-Ouen, Fresnes/Antony — Seine-Saint-Denis : Bobigny/Pantin/Aubervilliers, Drancy, Epinay-sur-Seine, Montreuil/Rosny.

##### • LIAISONS

Banlieue : Yvelines : Mantes-la-Jolie — Seine-et-Marne : Melun.  
• LIAISONS PROFESSIONNELLES :  
O.R.T.F., R.A.T.P., S.N.C.F., Route, Travailleurs de l'éducation, B.N.P.

Permanence du secrétariat aux relations intérieures :

le samedi de 14 h 30 à 18 h,  
145, rue Amelot, 75011 Paris (M° République)  
Tél. : 805.34.08

### liste des permanences des groupes f.a.

#### PROVINCE

##### • AISNE

Groupe d'Anizy-le-Château : permanences les lundis de 19 h à 20 h, salle communautaire du Moulin de Paris, Merlieux, 02000 Laon, tél. : (23) 80.17.09.

##### • ARDECHE

Groupe d'Aubenas : permanence de 10 h à 12 h, sur le marché d'Aubenas, au cours de la tenue de la table de presse.

##### • BOUCHES-DU-RHÔNE

Groupe de Marseille : permanence le samedi de 14 h à 17 h, 3, rue de la Fontaine-de-Caylus, 13002 Marseille.

##### • CALVADOS

Groupe de Caen : permanence le mardi de 17 h à 19 h, au C.E.S., 156, rue Caponière, 14000 Caen-Detolle.

##### • CHARENTES-MARITIMES

Groupe « Michel-Bakounine » : permanences tous les jeudis de 20 h 30 à 21 h 30, Maison des syndicats, salle n°2, 2, rue de la Touche-Tréville, 17300 Rochefort.

##### • CÔTES-DU-NORD

Liaison de Saint-Brieuc : permanence tous les samedis de 10 h à 11 h 30 au marché, face à la Poste, lors de la vente du « Monde libertaire ».

##### • DOUBS

Groupe « Proudhon » de Besançon : permanences tous les mercredis de 16 h à 19 h, au 77, rue Battant, à Besançon.

##### • FINISTÈRE

Groupe « Les Temps nouveaux » de Brest : permanences et ventes du « Monde libertaire » tous les samedis matin de 10 h à 12 h au marché de Saint-Martin.

##### • HAUTE-GARONNE

Groupe « Albert-Camus » de Toulouse : permanence dans les locaux du G.E.A.C., au 1 bis, rue Gramat, le jeudi de 18 h à 20 h ; et le dimanche de 10 h 30 à 12 h, à sa table de presse au marché Saint-Sernin.

##### • GIRONDE

Groupe « Buenaventura-Durruti » de Bordeaux : permanence du groupe chaque jeudi, de 20 h à 21 h, au 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux.

##### • HÉRAULT

Groupe de Béziers : permanence le vendredi de 15 h à 18 h sur les Allées, au cours de la tenue de la table de presse.

##### • ILLE-ET-VILAINE

Groupe de Rennes : permanence le mardi à partir de 20 h, à la M.J.C. La Paillette.

##### • INDRE-ET-LOIRE

Groupe « Maurice-Fayolle » de Tours : permanence le mercredi (sauf pendant les vacances scolaires), de 10 h à 16 h, dans le hall d'accueil de la faculté des Lettres, au cours de la tenue de la table de presse.

##### • LOIR-ET-CHER

Liaison Blois : permanence le jeudi de 18 h à 22 h, au 24, rue Jean-de-La-Fontaine, apt. 57, Blois, tél. 74.26.02.

##### • HAUTE-LOIRE

Groupe du Puy : permanences tous les samedis, de 11 h à 12 h, au Palais, place du Bréuil, Le Puy.

##### • LOIRE-ATLANTIQUE

Groupe de Nantes : permanences les premiers et troisièmes lundis de chaque mois, de 18 h à 20 h, au 3, rue de l'Amiral-Duchaffaut, Nantes.

##### • MAINE-ET-LOIRE

Groupe d'Angers : permanences le 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> vendredi de chaque mois, de 18 h à 19 h, au C.A.D. (Centre d'animation de la Doutre), 43, place Grégoire-Bordillon, Angers.

##### • MANCHE

Groupe de Cherbourg : permanences tous les mardis, de 18 h 30 à 20 h, au G.R.E.L., 20, rue de l'Abbaye, à Cherbourg.

##### • NORD

Groupe de Lille : permanences tous les dimanches, de 10 h 30 à 13 h, à la librairie de l'Idée libre, 38, rue Jules-Guesde, 59000 Lille (métro Wazemmes), tél. : (20) 57.37.06.

##### • PYRÉNÉES-ORIENTALES

Groupe « Puig-Antich » de Perpignan : permanences tous les 1<sup>er</sup> dimanches du mois, au Marché aux Puces de Perpignan (table de presse).

##### • RHÔNE

Groupe de Lyon : permanences le 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> mercredi de chaque mois, de 20 h à 21 h, au 13, rue Pierre-Blanc, Lyon.

##### • SARTHE

Groupe « Marie-Louise-Berteri » du Mans : permanences tous les mercredis, de 18 h à 20 h, à la Maison des associations, rue d'Arcole, Le Mans.

##### • SOMME

Groupe d'Amiens : permanences tous les mardis de 19 h à 20 h, salle Dewailly, 80000 Amiens. « Germinal », c/o B.P. n°7, 80330 Longueau.

##### • VAR

Groupe « Région toulonnaise » : le samedi de 15 h 30 à 18 h, au Centre d'études et de culture libertaires, cercle Jean-Rostand, rue Montebello, Toulon.

##### • VIENNE

Groupe « Berkman » de Poitiers : permanences tous les dimanches sur le marché de la Z.U.P. des Couronneries, Poitiers, de 10 h à 12 h.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11<sup>e</sup>

Directeur de publication : Maurice Joyeux

Commission paritaire n°55 635

Imprimerie : Roto de Paris, 24, rue des Rigoles, Paris 20<sup>e</sup>

Dépôt légal 44 149 — 1<sup>er</sup> trimestre 1977

Route 205 — Publi Routage

Diffusion SAEM Transport Presse

D'El so tip nir la libé Samedi au cours tice à Pa des insou que vice

Aucun lement p même sit et à la d'abord le court. Co 1983 à 6 pour insc 6 février c lement sa lement, il ré que su tielle — tr on sait q présidenti depuis 19 Bour aprè de 60 jour mi, un des ment beu véritable c ou bien su tionnelle, sible à m partir du Thierry.

Thier Serge Patric

Fabien Chouineu Domin ne, 2103 Pour l lettres signer rejoins insoumis 59 S, à

« A défense n par suite es instituti qu'elles so ou presque rousse un que de con chrétienne, suis non-vic ge personn fuse l'armé pagement « Contre l mais pour Dans cette l'adjectif e et varié, su de... et la tion » politi

Mais pour En quoi l il une lutte qui les a antimilitaris temps en t des article

## INSOUMIS UN IMBROGLIO JURIDICO-MILITAIRE

**D**EPUIS maintenant deux mois, les différents comités de soutien créés à Paris et dans plusieurs autres villes multiplient actions et démarches tous azimuts pour obtenir la libération des insoumis emprisonnés.

Samedi 16 mars, les avocats des réfractaires ont demandé, au cours d'un rassemblement tenu devant le ministère de la Justice à Paris, le réexamen de la situation juridique et militaire des insoumis. Un imbroglio juridico-militaire aussi complexe que vicieux.

Aucun des sept insoumis actuellement poursuivis n'est dans la même situation face à l'armée et à la justice. Prenons tout d'abord le cas de Thierry Maricourt. Condamné le 26 octobre 1983 à 6 mois de prison ferme pour insoumission et arrêté le 6 février dernier, il purge actuellement sa condamnation. Légèrement, il ne pourrait être libéré que sur une grâce présidentielle — très peu probable quand on sait que seules deux grâces présidentielles ont été accordées depuis 1981 : celle de René Bour après une grève de la faim de 60 jours et celle de Toumi, un des animateurs du mouvement beur, bénéficiant d'un véritable consensus de soutien — ou bien sur une libération conditionnelle, juridiquement possible à mi-peine, c'est-à-dire à partir du 6 mai dans le cas de Thierry.

Libéré, Thierry n'en sera pas pour autant dégagé de ses obligations militaires. Attendu à sa sortie de prison par les gendarmes ou convoqué quelques jours plus tard à la caserne, il se verra, s'il n'est pas réformé ou exempté, représenté l'unique. S'il n'en veut toujours pas, il sera inculpé de refus d'obéissance — passible d'un à deux ans de prison — réincarcéré et recondamné.

Le cas de Serge Beausoleil, qui a arrêté sa grève de la faim le 20 mars après 36 jours de grève de la faim, est tout aussi complexe.

Condamné une première fois en septembre 1983 à 9 mois de prison dont 6 avec sursis pour insoumission, puis une seconde fois en janvier 1984 à 9 mois de prison dont 3 avec sursis pour refus d'obéissance, il est, quant à lui, libéré de toute obligation militaire puisqu'il a été

réformé. En revanche, si ces deux peines ne sont pas confondues, et si le parquet décide de révoquer son sursis, il se trouvera devant une peine avoisinant les 18 mois. Comme pour Maricourt, deux seules possibilités de libération : la grâce présidentielle — toujours aussi improbable — et la conditionnelle — après 9 mois de détention.

Fabien Duplaa et Patrick Aguiar ont, pour leur part, été condamnés à 15 mois de prison ferme pour insoumission et refus d'obéissance. Ni l'un ni l'autre n'ayant fait appel, leur peine est donc définitive. Ils ont, eux aussi, la possibilité de bénéficier d'une libération conditionnelle à mi-peine. Mais, toujours le même problème, s'ils n'ont pas effectué 12 mois de prison ferme ils seront toujours — selon la loi L.51 de juillet 1983 — astreints au service militaire.

Dominique Seel est, quant à lui, dans une situation plus limpide bien que tout aussi périlleuse. Inculpé d'insoumission et de refus d'obéissance, il n'est pas encore passé en procès et il est passible d'un à deux ans de prison.

En ce qui concerne Guy Huet, il aurait été libéré et réformé. Mais impossible de savoir pour le moment s'il a été ou non inculpé et de quoi.

Jean-François Honoré, enfin, a été à la fois inculpé d'insoumission et de refus d'obéissance tout en étant réformé et libéré 48 heures après son arrestation.

On le voit bien, chaque cas est finalement complètement

## Editorial

« **P**ATRIE », il y a peu encore, ce mot faisait sourire et fleurait bon le dérisoire et la désuétude. Seuls quelques nostalgiques de Pétain et les « nacos » du P.C.F. — nationaux communistes, comme les dénommaient nos compagnons de l'entre-deux-guerres — osaient en saupoudrer leurs discours. Aujourd'hui, avec la crise, le terme est à la mode. M. Fabius confie à qui veut l'entendre que l'hymne national le fait frissonner ; M. Chevènement s'apprête à réintroduire l'instruction civique dans le programme scolaire... Sans oublier ce patriotisme botté et casqué qui fait recette en proclamant : « La France aux Français ! »

Selon le ministère de la Défense, la jeunesse a « soif de discipline et d'absolu », selon un autre, journaliste au *Monde*, « ils (les jeunes) sont en attente de discours structurants, d'affirmation des convictions, de vérités clairement dites et de messages simples, réducteurs d'angoisse... » Et personne ne s'esclaffe, en disant : « Merci, on connaît, on a suffisamment marché au casse-pipe avec de telles blagues ! » Non, le consensus !

Ce consensus tue bien quelques arabes, de temps en temps, parce qu'ils n'ont pas eu la chance de naître Français, d'avoir un faciès ou un nom à consonnance française. Quelques braves petits militaires torturent un camarade de chambrée au 6<sup>e</sup> R.P.I.M.A. de Mont-de-Marsan : ils devaient être angossés, ou bien mettaient-ils en pratique une pédagogie nouvelle... à moins, tout simplement, qu'ils se préparent pour une future guerre.

Militarisme, patriotisme : ces deux poisons, responsables de tant de massacres, resurgissent avec une vigueur nouvelle. Heureusement ici ou là, quelques voix discordantes s'élèvent, entre autres celles d'insoumis refusant le service national, cet impôt militaire. En les soutenant, en luttant contre le patriotisme et le militarisme partout où ils s'affichent, montrons que nous sommes réfractaires à leur ordre. « Paix entre nous, guerre aux tyrans ; (...) Crosse en l'air et rompons les rangs ! », qu'ils disaient ! N'est-ce pas toujours d'actualité ?

différent des autres et on a globalement affaire à un véritable imbroglio juridico-militaire dont il est souvent difficile, sans un examen attentif, de comprendre tous les tenants et aboutissants. Il n'y a, en fin de compte, qu'une seule chose dont on soit bien sûr, c'est l'importance du soutien. C'est en effet grâce

à la mobilisation de ses amis et aux manifestations parallèles du comité de soutien aux insoumis que Jean-François Honoré et Guy Huet ont pu être arrachés à la caserne. Ce n'est qu'avec le développement de ce même mouvement de solidarité que les réfractaires emprisonnés pourront être arrachés à leur cellule.

« L'insoumission, vient d'écrire fraternellement Léo Ferré au comité de soutien, c'est le sourire du silence qui attend la farandole ». La farandole, c'est celle que nous aimerions faire, un jour, autour des prisons et des casernes décrétés d'insalubrité publique.

Pierre Martial

### LEURS LIEUX DE RÉSIDENCE

Thierry Maricourt, écrou n° 743.658.1/88  
Serge Beausoleil, écrou n° D2/216.743.769  
Patrick Aguiar, écrou n° 738.387, 3<sup>e</sup> division, cellule 442  
Maison d'arrêt de Fresnes  
1, avenue de la Division-Leclerc  
94261 Fresnes cedex.

Fabien Duplaa, maison d'arrêt de Gradignan, 17, rue de Chouiney, 33170 Gradignan.

Dominique Seel, maison d'arrêt de Dijon, 72, rue d'Auxonne, 21033 Dijon cedex.

Pour les soutenir :

- lettres, revues, journaux peuvent leur être envoyés ;
- signer et faire signer les pétitions exigeant leur libération ;
- rejoindre et aider financièrement le comité de soutien aux insoumis, 145, rue Amélot, 75011 Paris (C.C.P. n° 22 830 59 S, à l'ordre de S.O.C.).

## POURQUOI L'ANTIMILITARISME ?

« **A**NTIMILITARISME : théorie libertaire niant le devoir de défense nationale et luttant par suite contre le principe et les institutions militaires quelles qu'elles soient. » Tout est dit ou presque, et cela par le *Larousse universel*. Et pourtant que de confusions ! A la sauce chrétienne, cela donne : « Je suis non-violent, opposé à l'usage personnel des armes, je refuse l'armée ». Avec un accompagnement « gaucho-Marx » : « Contre l'armée du Capital, mais pour l'armée populaire ». Dans cette seconde référence, l'adjectif est souvent variable et varié, suivant en cela la mode... et la dernière « révolution » politique.

Mais pourquoi l'antimilitarisme ? En quoi l'antimilitarisme est-il une lutte contre l'Etat ? Pourquoi les anarchistes sont-ils antimilitaristes ? Il est bon, de temps en temps, de s'éloigner des articles d'actualité rela-

tant une lutte antimilitariste particulière pour envisager globalement le pourquoi de cette lutte. C'est ce que je tenterai de faire, bien modestement, au cours de ces quelques lignes.

En 1926, dans *Les Raisons de mon insoumission*, Manuel Devaldès situe bien le combat antimilitariste : contre le capitalisme, contre l'Etat. « Je disais plus haut que la guerre de 1914-1918 n'était pas mon affaire. En effet, je ne possède rien. Qu'aurais-je été défendre ? La propriété de ceux qui possèdent ? Merci de la mission ! Je ne suis pas de la chair dont on fait les dupes. Réglez vos affaires autrement qu'avec ma peau, messieurs les capitalistes des divers syndicats que vous appelez patries.

« En réalité, je possède une chose, et une seule : ma vie. J'ai défendu ma vie — non contre des Allemands qui ne la menaçaient nullement, mais contre l'Etat français, ou plutôt

les gens de la firme Etat français, lesquels en voulaient faire ce que bon leur semblait, vraisemblablement la détruire. La guerre contre les gens qui se dissimulent derrière l'abstraction Etat, cette guerre seule était mon affaire. (...) »

Bien sûr, si une perspective d'émancipation économique et sociale est en vue, ou s'il s'agit de défendre les acquis d'une révolution sociale, chacun a quelque chose à défendre. Et si nulle possibilité de dénouer la situation n'existe, la violence est alors justifiée. Tout en prenant garde à ce que les moyens utilisés n'empêchent pas d'atteindre le but fixé. Une organisation de défense militarisée ne peut que pervertir une société libertaire et la menacer à terme. De même l'emploi systématique de la violence pour résoudre les problèmes inhérents à une révolution conduit inévitablement à une société hiérarchisée et autoritaire.

Dans nos sociétés modernes où l'Etat est omnipotent, son ultime instrument de sauvegarde : la chose militaire est présente dans tous les domaines sociaux. Que ce soit au niveau de l'espace (terrestre, aérien ou maritime), sur le plan économique (complexe militaro-industriel, recherche, affectations de défense), ou tout simplement en ce qui concerne les loisirs (manifestations sportives, culture, etc.) ; la trace de l'armée peut être relevée. Tout aussi bien pour doubler les structures civiles, et prendre leur relève en cas d'incapacité, que pour façonner, modeler ou contrôler l'individu. Que l'on songe aux ordonnances de 1959, visant à transformer tout civil en militaire et à militariser les structures de la société, ou au service national ayant plus pour but de parachever une œuvre « éducative » (respect de la hiérarchie et des valeurs bourgeoises, obéissance aveugle,

culte de la force...) que de former des combattants ; les deux rôles essentiels de l'institution militaire sont là.

De ce fait, la lutte antimilitariste prend des formes variées selon le terrain sur lequel elle affronte cette institution : service national (objection-insoumission, désertion, insoumission totale), éducation (abolition du protocole Hernu-Savary) ou culturel (cinéma, littérature, etc.). Les antimilitaristes quel que soit le choix stratégique ou la situation dans laquelle ils se trouvent, se doivent donc d'être solidaires de la lutte des uns et des autres. Le seul but devant être de s'opposer à toute manifestation du militarisme, saboter et paralyser les instruments de coercition et de contrôle que celui-ci a mis en place. Sans oublier que l'armée n'est que le bras de l'Etat et n'existe qu'en fonction de lui.

P.B.

Gr. Sacco-Vanzetti



## en bref... en bref...

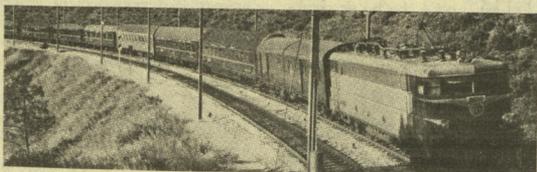
• La Ligue des droits de l'homme s'est émue d'apprendre les conditions inadmissibles de détention des militants indépendantistes incarcérés en Nouvelle-Calédonie.

Le gouvernement territorial applique à ces détenus, dont la plupart n'ont fait l'objet d'aucune condamnation, un régime de détention plus sévère que celui réservé en métropole aux détenus de droit commun. La L.D.H. intervient auprès de MM Ukeiwé et Pisani et des autorités judiciaires tant à Paris qu'à Nouméa pour qu'il soit mis un terme à cette situation intolérable.

• Des lycéens anarchistes du XIII<sup>e</sup> édient un journal *Air libre* qui paraît à peu près tous les deux mois. Il est en vente à la librairie du Monde libertaire, de même qu'un autocollant. Le n° 3 fait l'objet d'un dossier subversif (à suivre) sur l'anarchie, un reportage sur Greenpeace, 1984 revu par les dessinateurs, etc. Prix du journal : 6 F, et autocollant : 2 F. Prix militant : 10 F, les 10 exemplaires. Envoyez vos impressions, initiatives, dessins, articles, etc., à : *Air libre*, c/o Cultures au quotidien, 21, rue de la Butte-aux-Cailles, 75013 Paris.

• Le Collectif Jussieu C.L.E.-A. recherche en vue d'une réunion-débat toute information, document, etc. sur l'utilisation par l'armée de la recherche universitaire. Ecrire à : J. Filpo, 13, allée Velleda, 93250 Villemomble.

• Où en est la révolution nicaraguayenne en 1985 ? C'est l'une des questions à laquelle essaieront d'apporter quelques éléments de réponses la F.A. de la Roche-sur-Yon et la Fédération libertaire de Vendée, le 29 mars à 20 h 30, au Centre des pyramides, à la Roche-sur-Yon (Vendée). Cette soirée-débat débutera par un montage-diapos et sera animé par un libertaire, membre des brigades de solidarité, de retour du Nicaragua.



## LA GRÈVE DES TRANSPORTS POUR QUI ?

**N**'Y aurait-il que pour *l'Humanité* et *le Figaro*, sans oublier *France-Soir* et *le Parisien libéré*, que les grèves dans les transports trouvent un écho d'importance. Le schéma est simple, peut-être trop simple : après l'échec des élections cantonales, les communistes lancent la C.G.T. sur le front des luttes avec pour mission d'emmener le plus de monde possible. Comme on dit, à la centrale de Montreuil : « à l'initiative de la seule C.G.T. » !

Il est vrai que la lecture du quotidien du Parti communiste tendrait à confirmer le jugement de l'homme de la rue : depuis que le P.C. n'est plus au gouvernement, la C.G.T. montre les dents. « Après les élections cantonales, ne comptez que sur vos luttes », répond, à la une de *l'Humanité*, à « S.N.C.F. : les roulants à l'arrêt. Après une large consultation, la C.G.T. appelle à une grève de 24 heures aujourd'hui ».

Le secrétaire général de la fédération des cheminots C.G.T. déclarant : « Si les personnels roulants sont comme les autres cheminots préoccupés par la baisse de leur pouvoir d'achat, entérinée par la F.M.C., la C.G.C., la C.F.T.C. et F.O., les revendications qui sous-tendent l'action du 19 mars concernent des questions spécifiques à ces catégories (...) Il est bien évident que cette action catégorielle s'inscrit dans la montée générale du mécontentement de la corporation ».

La grève du 19 mars des agents roulants C.G.T. et F.G.A.A.C. (conducteurs autonomes) a été largement suivie surtout en province. Mais au-delà d'un front large bénéficiant de la « montée des mécontentements », quelles sont les réelles perspectives propres au mouvement ouvrier ?

Agriculteurs, internes des hôpitaux et ouvriers du rail et de la route n'ont pas les mêmes intérêts. Même si les politiciens de tous bords s'ingénient à se laisser porter par cette vague de mécontentement... pour être aux premières places !

T.P.

**L**e dispensaire Enfance et Famille, situé dans le XIX<sup>e</sup> arrondissement (1) s'adresse à une clientèle populaire, celle des quartiers du Haut-Belleville et de la place des Fêtes : travailleurs français ou immigrés, personnes âgées, chômeurs, familles défavorisées. La pratique du tiers-payant permet à chacun de bénéficier de soins ou de services pas ou peu onéreux et de plus appropriés, tant les activités sont diversifiées : maternité, P.M.I., planning familial, service médico-psychologique, neurologie, dentiste, laboratoire radioscopi-



graphie, etc. En outre, un centre de soins à domicile ouvert de 8 h à 20 h et 365 jours sur 365 a pu éviter à bon nombre de personnes âgées d'être envoyées à l'hôpital.

Eh bien, ce service sanitaire et social dérange tant les pouvoirs publics que la municipalité de Paris ! Ce dispensaire connaît une situation financière déficitaire depuis plusieurs années malgré une augmen-

## DISPENSARE SOCIAL OU PROFIT IMMOBILIER ?

tation de la fréquentation. Le type de services donnés n'est guère lucratif, bien au contraire, chaque acte médical coûte plus cher qu'il ne rapporte : médecins parlant arabe, consultation de planning familial, visites à domicile des personnes âgées, aide médico-psychologique...

Bien que reconnu d'utilité publique en 1921, le dispensaire ne reçoit aucune aide des pouvoirs publics et les subventions de la ville de Paris ont été coupées en 1982. Le déficit s'aggrave donc ; avec l'arrivée de nouveaux administrateurs en 1984, les bâtiments sont vendus sous couvert de la mairie de Paris. Un centre de soins restructuré est envisagé, supprimant ainsi la concurrence faite aux laboratoires privés nouvellement installés place des Fêtes. On connaît l'intérêt porté par Chirac au « social » : la municipalité de Paris opte donc pour le développement des profits immobiliers plutôt que pour l'octroi de budgets sociaux. La qualité des services, le coût faible des soins, la pratique sociale du dispensaire se voient donc balayés au profit de quelques promoteurs immobiliers qui vident les quartiers populaires et se remplissent les poches. Quant aux problèmes sociaux qui persistent, ils sont mis sous verrou par le flicage de ces quartiers.

Le gouvernement, pour sa part, prône les possibilités autres que l'hospitalisation, mais tout en appliquant la rigueur dans le secteur sanitaire et social, si bien qu'il ne montre pas d'autre politique que celle de sacrifier une structure audacieusement sociale.

Pour le moment, les 166 salariés en font les frais : non paiement des salaires des médecins pendant trois mois, abattement de 10% sur les salaires, difficultés dans l'application de la convention collective, restructuration accompagnée de licenciements. La réponse syndicale, d'ampleur encore rela-

tive, veut associer la lutte des travailleurs (contre les licenciements) et celle des usagers (défense d'un centre de soins intégré au quartier, adapté à la population). Batailles difficiles à mener dans la période actuelle, mais seule la lutte à un niveau interprofessionnel met en lumière les véritables enjeux sociaux, économiques et politiques, et permet d'avancer les jalons d'une transformation sociale.

Hélène  
Gr. Pierre-Besnard

(1) enfance et Famille, 6/6 bis, rue Clavel, 75019 Paris.

## JEAN-PIERRE MOUILLE ACQUITTÉ

**B**ONNE nouvelle d'une cour d'assise, une fois n'est pas coutume ! Jean-Pierre Mouille, collaborateur du journal *Otages*, accusé d'un meurtre (voir M.L. précédents) qu'il nie avoir commis, a été acquitté par le tribunal de Douai. Jean-Pierre a toujours défendu la thèse de l'accident, et les jurés ont admis son innocence, donc son acquittement au bénéfice du doute (les faits reprochés à Jean-Pierre s'étant déroulés sans témoin). On a craint long-

temps que J.-P. Mouille soit condamné uniquement à cause de son casier judiciaire et de ses activités dans la lutte contre toute forme d'enfermement. Pour une fois, on a eu tort !

Le procureur, pour sa part, réclamait une peine de 15 ans de réclusion.

Rappelons encore que *Otages* est toujours censuré dans les prisons, dans une indifférence quasi générale.

Gil

## IL SE PASSE TOUJOURS QUELQUE CHOSE A LA C.G.T. !

**P**OUR vous en persuader, lisez donc *l'Humanité* ou la presse d'opposition. Seuls ces journaux ont cru bon relater la journée de grève du 19 mars qui touchait les agents de conduite S.N.C.F., allant même jusqu'à parler de « guerre sociale ».

Dans les faits, encore une grève de 24 heures qui aura permis à la C.G.T. d'occuper la scène avec une participation plus discrète de la F.G.A.A.C. et de syndicats locaux C.F.D.T.

Pour autant, les revendications avancées sont importantes, puisqu'il s'agit :

- des conditions de travail : meilleur aménagement des horaires (roulement) et repos supplémentaires ;
- de la défense de l'emploi : 5 000 postes sont menacés de suppression en 1985 ;
- de la création d'emplois : si certains services sont menacés de restructurations, d'autres appellent des effectifs supplémentaires, tels les bureaux de recette, l'entretien des voies, la signalisation.

En clair, il s'agit de la qualité du service public liée aux conditions de travail.

Le succès relatif de cette action et les perturbations qu'elle a entraînées ne sont pas étrangers à l'attitude de la direction de la S.N.C.F. qui, quelque soit le suivi de la grève, a mis en place, comme à l'habitude, le service minimum.

En tout cas, on ne peut pas dire que l'unité syndicale ait

marqué cette journée, les organisations en ont fait l'économie en lançant des appels séparés.

Pourtant, les trois fédérations : C.F.D.T., C.G.T., F.G.A.A.C. (autonomes) se sont rencontrées le 11 février dernier... pour convenir de développer des rencontres intersyndicales sur le terrain au niveau des établissements et chantiers afin de débattre des priorités revendicatives. Belle résolution donc, pour le moment peu suivie d'effet !

En face, la S.N.C.F., comme n'importe quelle société privée, sous prétexte de moderniser par le biais de restructurations et de nouvelles technologies, diminue les effectifs et tente d'augmenter les temps d'uti-

lisation (présence et travail) : rentabilité oblige !

Pour les syndicats, la modernisation doit servir d'abord à améliorer les conditions de travail et de vie. Dans cette logique, la bagarre pour l'emploi — non seulement maintien des effectifs, mais également nouvelles embauches — prend toute sa signification.

Comme prend toute sa signification l'unité des travailleurs, pour peu que leurs organisations syndicales le leur permettent. Créons dès aujourd'hui les conditions favorables à une grande action — coordonnée et dans l'unité la plus large — concernant l'emploi.

M. Yannick



# LA C.G.T. ET LES CADRES

« **C**ONTRAIREMENT à ce que beaucoup croient, la C.G.T. n'est pas pour un nivellement absurde. Elle reconnaît (...) les responsabilités. Elle considère qu'elles doivent être correctement rémunérées, selon des écarts négociés, raisonnables mais réels. Elle n'est pas non plus celle qui nie l'organisation du travail et de l'exercice des fonctions de responsabilités. Elle préconise de nouveaux rapports, fondés sur le dialogue. L'autorité, le crédit personnel des responsables ont tout à y gagner. » Outils ! ces louanges aux chefs et cadres, cette reconnaissance des bienfaits des responsabilités, de l'autorité et des écarts de salaire dans l'entreprise, qui les a commis au nom de la C.G.T. : le secrétaire général lui-même : Henri Krasucki.

On savait que question revendications antihiérarchiques, la C.G.T. n'a jamais poussé très loin, mais là l'homme responsable de la plus importante organisation syndicale de France pousse le bouchon très loin... Les phrases citées au début de cet article sont extraites d'une lettre « personnelle » adressée aux cadres, ingénieurs et techniciens du pays.

Les militants de l'U.G.I.C.T. (Union des ingénieurs, cadres et techniciens C.G.T.) se sont fait les intermédiaires pour distribuer aux intéressés la prose « new-look » d'Henri Krasucki. La C.G.T. voudrait-elle attirer à elle les troupes de la C.G.C. ou cherche-t-elle des contremaître pour une nouvelle opération « Retrouvons nos manches » ?

Quand on discute à l'intérieur de la C.G.T. sur le rôle des cadres en période de conflit, il est répondu que dans le pire des cas les cadres syndiqués doivent faire « un pas de côté ». Conception étriquée de la solidarité ouvrière !

Dans sa lettre de quatre pages (tirée à plusieurs centaines de milliers d'exemplaires), Henri Krasucki évite soigneusement de parler de la différence à faire entre cadre technique et cadre d'encadrement strict, donc de répression (licenciements, mises à pied...)

Pourtant dans le *Dossier d'étude de formation syndicale générale de base*, édité par le Centre confédéral d'éducation ouvrière, on peut lire : « Pour mettre fin au maquis actuel dans les rémunérations, pour supprimer les discriminations de tous ordres, pour réduire les écarts souvent excessifs dans la hiérarchie, la remise en ordre de l'ensemble des salaires et classifications et des systèmes de rémunération est indispensable. »

« Cette remise en ordre que la C.G.T. revendique s'inscrit dans la perspective de l'établissement, par branche professionnelle, d'un " statut unique " du manœuvre à l'ingénieur, dans le sens aussi, de la " réduction des inégalités ". » (Pages 88 et 89.)



Henri Krasucki en fait tant pour le redressement de la nation que, dernièrement, « Le Figaro » a pu titrer : « Krasucki : déclin de la France » !

Aussi dans les stages syndicaux de base, on laisse entendre que les écarts de salaire sont contraires à la doctrine de la C.G.T. et d'un autre côté on fait du rentre-dedans aux cadres pour glorifier leur rôle moteur dans la mise en œuvre des transformations technologiques.

Le texte préparatoire du prochain congrès de l'U.G.I.C.T. (fin mai) parle des « aspirations à l'épanouissement individuel et professionnel des ingénieurs et cadres. » La C.G.T. voyant son recrutement ouvrier baisser, compte-t-elle infléchir la baisse des adhérents par un afflux soudain de cadres enfin séduits par les propositions économiques de la Confédération générale du travail ?

« La C.G.T. doit être à l'initiative partout, sur tous les ter-

rains, pour faire reculer le patronat, pour faire en sorte que le gouvernement agisse conformément aux intérêts des travailleurs ; c'est pourquoi la C.G.T. doit être " force de proposition ", " force pour l'action ", peut-on aussi lire dans le dossier précité. On préférerait dire que défendre les droits des travailleurs quel que soit le gouvernement en place devrait être le premier devoir d'un syndicat. Pour ceux qui sont à la C.G.T., on peut en payant ses timbres syndicaux dire tout le mal que l'on pense de la hiérarchisation des salaires. Même si Krasu fait risette aux cadres.

Fernand Bernard

## USINOR-DUNKERQUE S.L.T. CONTRE DIRECTION

**A** PEINE quelques semaines après avoir été reconnu « représentatif » par les tribunaux dunkerquois (1), le S.L.T. (Syndicat de lutte des travailleurs) a barré la route aux prétentions directoriales de fichier le personnel d'Usinor-Dunkerque.

A la base, une disposition contenue dans les controversées lois Auroux : pour chaque salarié un entretien annuel avec un représentant de la direction. Entretien au cours duquel on doit discuter, pour (si possible) l'améliorer, du profil de carrière de l'intéressé. Disposition ambiguë pour connaître la température du personnel et qui prend un accent très particulier à Usinor-Dunkerque où la direction prévoit d'informatiser tous ces entretiens.

Pour le S.L.T., ce n'est ni plus ni moins qu'une gigantesque opération de fichage du personnel. C'est pourquoi Patrick Dubuisson, secrétaire du S.L.T., a saisi très officiellement le président de la Commission nationale informatique et liberté, Jacques Fauvet.

La direction d'Usinor-Dunkerque a, en fait, transformé les « entretiens » par un questionnaire à remplir qui contient un champ très vaste. Situation professionnelle des parents, activités extra-professionnelles (partis politiques, associations...), mandats dans l'entreprise, passe-temps favoris, etc. Tout ceci étant bien entendu « enrichi » par la hiérarchie qui note les capacités d'assiduité, de commandement, l'exactitude, les relations dans le travail et les rapports avec l'encadrement !

Le S.L.T. a demandé la destruction immédiate des questionnaires déjà remplis. La direction précise que y répondre n'est pas obligatoire, mais c'est la hiérarchie directe qui « enquête ». Une nouvelle bataille en perspective pour le S.L.T. qui en a vu d'autres !

Thierry  
Gr. Pierre-Besnard

(1) Un article ultérieur informera les lecteurs de « Monde libertaire » des péripéties de ce long combat juridique de 3 ans.

## C.F.D.T. RETOUR AUX SOURCES

**P**RÉVOYANT un prochain congrès difficile, Edmond Maire a mis les bouchées doubles et a affirmé dans son rapport d'orientation, publié dans *Syndicalisme hebdo*, ce que d'aucuns ont qualifié de retour en arrière : « la perspective du socialisme autogestionnaire ».

Diable, le danger était-il si grand qu'il faille faire explicitement appel à une idée qui a fait le « look » de la C.F.D.T. des années 70 ? Il y aurait en effet environ cent cinquante syndicats ayant demandé que le contre-projet de résolution générale élaboré par la Fédération Hacuitex soit soumis au vote du congrès. On est loin de ce que la direction confédérale appelait les « coucoucs », voire plus simplement la « merde gauchiste ». L'opposition interne à la C.F.D.T. existe et elle devient un véritable danger à quelques mois du congrès de Bordeaux.

Pour essayer de mettre tout le monde d'accord, Edmond Maire reprend donc le mot magique que la direction confédérale s'est toujours bien gardée d'expliquer précisément (1) : « Puisqu'il faut employer des mots pour caractériser la portée de notre projet : l'autogestion est le sens fondamental de notre action. Notre projet de fond sur les valeurs communes du mouvement ouvrier : solidarité et émancipation. Il représente par bien des aspects une alternative au capitalisme, à tout totalitarisme, aux choix

imposés par les dirigeants patronaux et gouvernementaux. »

Contrainte et forcée, la direction de la C.F.D.T. brûle devant les médias son leitmotiv d'hier : la seconde gauche. Plus question de dire que tous les problèmes des travailleurs seront résolus avec l'arrivée de la gauche au pouvoir, alors on déclare : « placer au second rang l'action syndicale en 1985 sous prétexte qu'il y a des élections en 1986, c'est se tromper de terrain, c'est accorder à la politique le rôle majeur dans la bataille pour l'emploi ; c'est donc préparer les salariés à de nouvelles désillusions quelle que soit l'issue du scrutin. »

Nous qui avons cru que pour la direction cédétiste les rapports de production avaient changé en 1981 !

Les trente-sept pages du rapport écrit d'E. Maire pour préparer le conseil national de la C.F.D.T. des 24-26 avril prochains consolideront-elles ce rapport d'orientation pour le congrès de Bordeaux ? Lifting sommaire, peut-être, remise hâtive à neuf de la façade sûrement...

Edmond Maire et la direction auront beau faire des sourires, le mois de juin à Bordeaux sera chaud !

J.-P. Germain

(1) La question fondamentale étant de savoir si l'autogestion est possible avant l'expropriation des patrons et la destruction de l'Etat... Lire à ce sujet « Autogestion, gestion directe, gestion ouvrière » de Maurice Joyeux, brochure parue aux éd. La Rue (en vente, bien sûr, à la librairie du Monde libertaire).

## DE L'AUTOGESTION

**D**ANS les années 70, Ça discutait ferme autour de l'autogestion... Il y avait même des cahiers *Autogestion et socialisme — Etudes, débats, documents*. Dans la livraison n° 22-23 de janvier-mars 1973, il y avait un panorama exhaustif de toutes les organisations se réclamant du socialisme. On vous livre en vrac : *Textes favorables* : C.F.D.T., P.S.U., A.M.R., Cercle socialisme, Alliance syndicaliste, Révolution prolétarienne, Fédération anarchiste, Groupe Hispano-Suiza. *Textes défavorables* : Lutte ouvrière, Humanité rouge. Les autres n'ayant pas donné suite ou n'ayant pas fait la motion de synthèse...

Dans son article pour la F.A. (« L'autogestion pour quoi faire ? »), M. Joyeux précisait : « On parle beaucoup d'autogestion aujourd'hui ! Ce mot jailli de la révolte des étudiants en juin 68, comme bien d'autres empruntés au vocabulaire socialiste de caractère économique, est en passe de faire la fortune de quelques aigrefins de la politique. Terme précis, rarement employé auparavant et qui singularise une proposition caractérisée et nettement définie, il est devenu une formule vide qui recouvre toutes les adaptations imaginables et ne fait plus reculer personne. » Toujours d'actualité !

M.L.



## POUR LES DÉTENUS ORGANISATIONS CLANDESTINES OU ASSOCIATIONS DÉCLARÉES ?

La clandestinité n'est jamais un but en soi. On rentre en clandestinité parce qu'il n'y a pas d'autre solution pour faire changer l'ordre des choses existant, ce n'est jamais par plaisir. La clandestinité ne peut être que destinée à préparer la fin de la clandestinité.

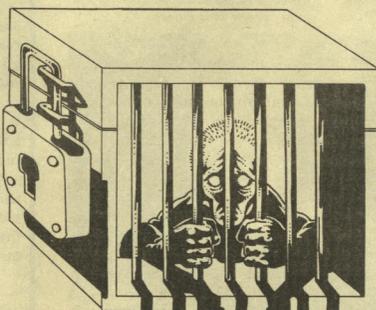
C'est ainsi que nous préparons dans le secret la naissance des premières associations déclarées de taulards, mais nous refusons de rejoindre tous ces maniaques de la clandestinité pour qui le secret est une raison de vivre et aussi, souvent, une manière de masquer leurs faiblesses.

La prison est, par excellence, le temple du secret et de l'individualisation, elle en vit ; c'est cela qu'il faut briser, à moins de constater que l'arrivée des radios libres au grand jour avec leurs émissions « Prisons » n'aura servi à rien. A ce sujet, vous lirez ou relirez l'article paru dans le C.A.P. d'octobre 1977 à propos de la première émission « Prison » et je vous demande de méditer sur la déclaration des animateurs de radios libres alors clandestines qui sont aujourd'hui en place dans des radios dérogées et dans des commissions officielles. A quoi cette liberté aujourd'hui conquise aura-t-elle donc servi si on ne l'utilise pas pour en conquérir une nouvelle : la libre association à l'intérieur des prisons ?

Certains bons esprits prévoient déjà les effets pervers de la libération de ce droit d'association en taule : avènement de vedettes, danger de négociation avec l'administration pénitentiaire (collaboration), prise de pouvoir de certains par le système des délégués... C'est, pour eux, autant de raisons de ne rien

faire et de prôner la clandestinité qui, bien sûr, ne pose pas tous ces problèmes, et d'attendre la naissance de ces mouvements divers et spontanés que la prison a de tout temps engendrés.

A ceux-là, nous répondrons que nous ne soutenons pas la création d'une association en particulier mais que nous voulons organiser le combat pour la liberté des associations en prison. Une fois l'exercice du droit d'association acquis, ce sera aux détenus d'en créer autant qu'ils voudront, de les quitter s'ils ne sont pas d'accord, d'en créer d'autres ou de se battre à l'intérieur pour la faire changer. C'est cela le libre exercice du droit d'association, mais vouloir analyser l'échec de toutes ces raisons avant de commencer, c'est vouloir ne rien faire du tout.



La libération de la bande F.M. a aussi amené Chirac et les Eglises à y prendre la parole. Est-ce pour cela qu'il ne fallait pas se battre pour la naissance des radios libres ? Non !.. et non ! Au lieu de nous désoler sur les travers de la liberté indivisible, appuyons-nous sur les radios restées vraiment libres pour conquérir d'autres espaces de liberté, tels que l'exercice du droit d'association en prison. Ce que les individus détenus feront de ce nouveau droit conquis n'est pas d'actualité. Attendons qu'il existe avant de dénoncer les Krasucki, Bergeron ou autres Maire que la naissance de cette liberté aura promu à l'intérieur. Mais les anarchistes aussi en seront, comme dehors ! En attendant, occupons-nous de soutenir ce combat...

En ce qui nous concerne et... dans le secret nécessaire, nous préparons le soutien aux associations qui veulent se créer. Et je crois pouvoir dire que nous sommes prêts. Pour les modalités pratiques de déclarations et d'informations, vous pouvez me contacter (J. Lapeyrie, 15, allée Anne-de-Beaujeu, 75019 Paris), écoutez Radio-Libertaire ou écrivez-lui (R.-L., « Prisons », 145, rue Amelot, 75011 Paris).

Les tenants de la clandestinité à tout prix nous opposent aussi le fait qu'à se déclarer il y a des risques individuels (transfert, prétoire, brimades diverses, etc.). Veulent-ils dire par-là que la clandestinité ne comporte aucun risque ? Le combat sans risque, nous ne connaissons pas, mais nous pouvons nous organiser pour y faire face. Nous y avons pensé... en secret, de façon que le combat pour la libre association des taulards n'ait pas ses martyrs.

J. Lapeyrie

## QUAND PASSENT LES CIGOGNES...

DANS le système patriarcal, la femme est avant tout considérée comme une « reproductrice ». L'actualité nous ramène encore une fois à l'évidence. L'association Les Cigognes a mis au point un système de location d'utérus pour les couples sans enfants. Les « bébés-clef en main » reviennent en moyenne à 50 000 F payés en plusieurs versements mensuels sur un compte bloqué jusqu'à la livraison-naissance.

Autant dire tout de suite que ce n'est pas à la portée de toutes les bourses ! Ces « bébés de luxe » ne seront, on s'en doute, réservés qu'aux personnes ayant

des revenus conséquents. Vraiment, on ne perdra aucune occasion de faire de l'argent avec le ventre des femmes, car, il faut bien le dire, ce type de commerce consiste ni plus ni moins à ramener la femme à une seule fonction, celle de reproductrice.

### Production-reproduction

Les vieux thèmes féministes sur la production-reproduction reprennent ici tout leur sens. En période de crise, on assiste à un retour de nombreuses femmes dans les foyers et donc à un retour à la vie domestique. Les

femmes ont toujours oscillé entre deux tendances, sans jamais trouver l'équilibre pour la plupart d'entre elles : de la femme « célibataire » à la « mère au foyer », il y a de larges espaces qui peuvent recouvrir toute une diversité de réalités.

La situation des femmes porteuses sort complètement de ce cadre, mais il est difficile de parler de libération pour autant. Dans le système capitaliste, le travailleur vend sa force de travail pour (sur)vivre. Dans le cas des femmes porteuses, c'est toujours l'exploitation, mais avec un « plus » : l'aliénation de la femme portée à outrance. Après avoir vendu le corps des femmes sur les trottoirs, on vend leur ventre !

S'il existe un réel problème pour les couples qui ne peuvent pas avoir d'enfant, ce n'est sûrement pas là que la solution existe. Ce n'est pas en réduisant la femme à un utérus que l'on jettera les bases d'une libération des femmes qui ne peuvent pas « voir d'enfant ».

### Maternité, paternité

Voilà le problème de la maternité et de la paternité reposé. Problème de la maternité puisque cela fait réintervenir pour les femmes les questions sur le désir d'enfant. Pour la femme porteuse, on peut se demander dans quelles circonstances se fait l'acceptation d'« abandonner » un enfant à un couple alors qu'il n'y a aucun lien entre elle et le couple demandeur.

Pour la femme qui ne peut pas avoir d'enfant et qui décide avec son partenaire d'avoir recours à ce procédé, quel avantage supplémentaire cela peut-il lui procurer par rapport à

une adoption ? La situation n'est pas simple.

Pour ce qui est du problème de la paternité, cela pose une autre type de questions : qu'est-ce que cela veut dire de faire des enfants avec le sperme du futur père dans l'utérus d'une tierce personne ? On a pu constater ces dernières années que les travaux scientifiques en la matière sont souvent intervenus



dans le sens d'une justification de la paternité. Si la maternité de la femme n'a jamais été à prouver, la paternité l'est toujours. Au cours des âges, l'homme a toujours cherché à s'assurer que les enfants mis au monde par sa partenaire étaient les siens et on peut aussi regarder ce type d'expériences sous cet angle particulier.

Enfin, et il ne faudrait pas l'oublier, dans cette histoire, il

y a un quatrième acteur : l'enfant. Il ne serait pas étonnant à cette occasion de voir ressortir toute une batterie d'arguments moralistes liés au bien-être de l'enfant. Pourtant, comment l'enfant va-t-il s'y retrouver dans une société basée sur un cadre familial bien défini ? On peut toujours souhaiter une société où les enfants seraient pris en charge dans un cadre communautaire, mais ce n'est pas la réalité actuelle.

### Notre corps nous-mêmes

Il semble difficile de toute évidence de trouver des solutions dans une situation qui est, au départ, faussée par le fait de la culpabilisation des femmes qui ne peuvent pas avoir d'enfant ; mais cela n'éclaire pas le réel problème du désir d'enfant. Il est encore plus difficile d'y voir clair quand la situation est rendue plus complexe par le désir d'enfant sans grossesse et grossesse sans prise en charge de l'enfant après la naissance.

Les situations artificielles rendues possibles par les travaux scientifiques remettent sans cesse à l'ordre du jour les problèmes de l'émancipation de la femme, de l'homme et de l'enfant. Dans le cas de l'association Les Cigognes, on assiste plutôt à un affreux marchandage dont on peut se demander qui en fera les frais.

Aujourd'hui, il n'en reste pas moins vrai que l'émancipation de la femme passe par le refus de n'être considérée que comme reproductrice et par le droit des femmes d'être maîtresse de leur corps.

Monique  
Gr. Kropotkine

## DROITS DES FEMMES

DEUX nouvelles mesures ont été adoptées à l'occasion de la journée internationale des femmes. La première permet « aux associations de se porter partie civile pour dénoncer les comportements discriminatoires auxquels se heurtent parfois les femmes dans les démarches de la vie quotidienne, comme dans la recherche d'un emploi ou d'un logement ». La deuxième instaure un « dispositif spécifique qui impose à l'époux demandeur du divorce la prise en charge des frais liés à la convention sociale de son ex-conjoint. » Cette mesure concerne surtout les femmes abandonnées, divorcées malgré elles après plusieurs années de séparation par le divorce pour « rupture de la vie commune ».

Comme on peut le voir ces mesures parcellaires ne sont pas à la pointe des revendications féministes. Depuis les lois sur le mariage, aucune autre mesure, suscitée par Mme Roudy, n'avait été prise par le gouvernement. Les discriminations sexistes existent bel et bien. On brade quelques mesures dont on sait qu'elles resteront lettres mortes, on incite les femmes au temps partiel réduisant leur salaire à un salaire d'appoint et les prix de l'I.V.G. ont augmenté. Ne faut-il voir là que des manœuvres électoralistes dans un ministère se donnant bonne conscience quant aux problèmes des femmes ? Nos droits, il faut les imposer !

C. Jane

## QUELLE SOLIDARITÉ ANARCHISTE AVEC LE PEUPLE KANAK ?

**L**a lutte pour l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie pose un problème de taille aux libertaires : quel soutien peut-on apporter à une lutte visant à la création d'un Etat ? Vingt-cinq ans après la sale guerre d'Algérie, le débat sur les luttes d'indépendance nationale n'a guère évolué : certains anarchistes se contentent de renvoyer dos à dos l'Etat français colonialiste et les indépendantistes kanaks, faisant valoir les tristes expériences du passé. D'autres anarchistes, en revanche, s'engagent clairement aux côtés du peuple kanak et de l'organisation indépendantiste la plus représentative, le Front de libération national kanak et socialiste (F.L.N.K.S.).

Quelle solidarité effective pouvons-nous apporter au peuple kanak dans son combat anticolonialiste ?

### Le droit à l'erreur

Nous savons parfaitement que les militants indépendantistes kanaks ne se battent pas pour

ciations, des anticolonialistes, des indépendantistes kanaks et non-kanaks, des féministes, etc. L'Eglise évangélique, de par son engagement dans la



Manifestation des indépendantistes kanaks à Nouméa.

instaurer la société communiste libertaire pour laquelle nous militons quotidiennement. Du reste, à chaque réunion d'information sur la situation en Nouvelle-Calédonie et sur les revendications du peuple kanak, les représentants de F.L.N.K.S. ont toujours joué cartes sur table avec les libertaires. Jamais ils n'ont déclaré que la société future kanak, une fois l'indépendance arrachée, serait « conforme » à celle voulue par les anarchistes. En revanche, ils ont toujours fait preuve de lucidité sur les risques accompagnant toute lutte de libération nationale : « Comme une fatalité, tous les pays décolonisés ont abouti à des régimes totalitaires qu'on peut appeler totalitaires, stalinien ou policiers. Alors bien sûr, le seul rempart de la culture kanak ne peut pas, peut-être, nous préserver de ce genre de dérive (...). Il y a une bataille politique à mener dans le F.L.N.K.S. pour intégrer de plus en plus la dimension de classe, autogestionnaire, de changement global de la société et dépasser les simples revendications nationalistes. Mais il ne faut pas attendre de nous une recette toute faite, qui sera applicable là-bas comme ici », dit Hnalaine, représentant du F.L.N.K.S. pour une tournée d'information internationale (1).

Le F.L.N.K.S. n'est pas un parti politique, mais un front rassemblant des mouvements ou partis indépendantistes de tendances politiques parfois antagonistes, des syndicats, des asso-

ciations, des anticolonialistes, des indépendantistes kanaks et non-kanaks, des féministes, etc. L'Eglise évangélique, de par son engagement dans la

### Quel soutien anarchiste ?

Soutenir la lutte d'indépendance ne veut pas dire accepter n'importe quoi. D'ailleurs, est-ce l'habitude des anarchistes ? Nous ne pouvons aujourd'hui qu'être solidaires d'un peuple qui combat le colonialisme, le capitalisme et le militarisme français. Il ne s'agit pas là, comme voudraient nous le faire croire les médias, d'une opposition violente entre « méchants kanaks » et « gentils Européens », mais bien de l'éternel antagonisme de classes, exploités contre exploités. Combat antiraciste également : la culture kanak a toujours été niée, méprisée... Une propagande intéressée veut persuader les non-Kanaks qu'après l'indépendance, ils seront rejetés de Nouvelle-Calédonie ! Jamais un tel projet n'a été exprimé par le F.L.N.K.S. Ce serait d'ailleurs totalement contradictoire avec la tradition d'accueil du peuple kanak.

Les prises de positions de certains responsables du F.L.N.K.S. nous hérissent le poil ? Evidemment ! Comme les prises de positions des combattants

sandinistes, des rebelles afghans, des travailleurs polonais, des mineurs britanniques, etc. Est-ce une raison pour « retirer nos billes » ? La solidarité internationale, que les anarchistes n'ont jamais oubliée, est faite de ces contradictions... elle n'en reste pas moins un principe fondamental !

Certaines puissances pourraient « aider » le F.L.N.K.S. ? Peut-être... Mais qui arma la rébellion antifranquiste ? Cela empêcha-t-il le mouvement anarchiste de prendre ses responsabilités devant l'histoire ?

D'ailleurs, là encore, le front est clair : « Nous demandons un soutien à notre lutte, pas une adhésion totale, inconditionnelle, dans la phase actuelle de lutte contre le colonialisme français et par rapport à cette phase » (3). Nous ne pouvons nous limiter à l'aspect seulement nationaliste de la lutte d'indépendance, et ne pas voir le reste : anticolonialisme, antimilitarisme, antiracisme, anticapitalisme, luttes chères au mouvement libertaire ! En tant qu'anarchistes, nous soutenons des luttes et nous faisons entendre notre voix, nos propositions, même — et surtout ! — si cela agace certaines oreilles.

Ce que sera la Kanaky indépendante, quels seront les choix du peuple kanak dans son autodétermination, c'est aux Kanaks d'en décider. Sortir de 130 années de colonialisme ne sera pas facile et le combat pour l'émancipation ne cessera pas avec l'indépendance, loin de là. En revanche, si les indépendantistes d'aujourd'hui devenaient les despotes de demain, il est évident que nous les combattrions avec la même ténacité que nous combattons actuellement l'Etat colonialiste français.

## LE DANGER ACTIVISTE

Le mardi 12 mars, à la Roche-sur-Yon, l'ethnologue Jean Guiart tenait une conférence sur la situation en Nouvelle-Calédonie. En voici le compte rendu.

**F**ACE à un peuple kanak qui a mûrement réfléchi sa décision de pousser la revendication indépendantiste à un stade supérieur, le front caldoche s'effiloche.

Chaque jour est marqué par son lot de retours vers la métropole. Le sabotage économique s'avère donc payant pour les indépendantistes, proportionnellement de plus en plus nombreux dans l'île. Majoritaires — ou en voie de l'être — sur le terrain, les Kanaks ne le sont pas sur le papier : selon Jean Guiart, 15 000 Européens ne vivant plus en Nouvelle-Calédonie sont encore inscrits sur les listes électorales tandis que 8 000 Kanaks n'ont toujours pas été recensés ! Comment envisager un référendum dans de telles conditions ?

La belle unanimité caldoche, affichée à longueur de médias, ne serait donc que de fa-

cade. Néanmoins, et cette observation sera au centre de nombreuses réponses de Guiart, il existe dans l'île une minorité activiste, solidement armée, dont l'action de déstabilisation vise à faire basculer la population caldoche vers des positions de plus en plus dures, racistes et violentes. Estimée à un demi-millier de personnes, les durs seraient essentiellement issus de la récente vague d'immigration pied-noir, infiltrée par l'extrême droite et l'ex-O.A.S.

Depuis longtemps, les activistes sont connus ; mais le pouvoir socialiste qui, de toute évidence, maîtrise mal sa police, craint de les neutraliser. Pisani tergiverse, tandis que ses troupes, sur le terrain, font clairement le choix d'une répression à sens unique. Cette mollesse du gouvernement vis-à-vis de la fraction extrémiste caldoche laisse le champ libre à toutes les provocations, qui, elles-mêmes,

### Pour une solidarité active

Comment être efficace ? Tout d'abord en informant sur la réalité calédonienne, afin de briser l'isolement des kanaks en métropole. C'est certes difficile quand on sait que la seule source d'information de Nouvelle-Calédonie est l'unique quotidien (très à droite) *les Nouvelles Calédoniennes* (4). Donc, aider les militants indépendantistes à se doter de moyens de communication est évidemment nécessaire (journal, imprimerie, radio). Déjà le *Monde libertaire* et *Radio-Libertaire* (5) s'emploient à combattre la scandaleuse partialité des médias. Continuons au sein des comités de soutien au peuple kanak qui se constituent un peu partout en France, dans nos entreprises, quartiers, syndicats, facs et lycées...

Se solidariser avec la lutte d'indépendance menée par le peuple kanak, c'est affirmer toujours plus la place de l'anarchisme dans le mouvement social révolutionnaire et sa crédibilité. C'est en étant au cœur des luttes que nous pourrions avoir de l'influence dans leur déroulement. Pas en restant à l'écart, dans une tour d'ivoire.

Gil  
Gr. Libertad

(1) Voir l'excellent dossier sur la lutte du peuple kanak réalisé par « I.R.L. » en vente à la librairie du *Monde libertaire*, 20 F.

(2) *Idem*.

(3) *Idem*.

(4) Voir « *Monde libertaire* » n° 421 où ce journal réagit avec « subtilité » à un article sur la Nouvelle-Calédonie paru dans le M.L.

(5) Entre autres, l'émission « *Peuples en lutte* » sur *Radio-Libertaire*, 89,4 MHz (Paris et région parisienne), les 2<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> dimanches de chaque mois à 14 h.

risquent de précipiter le conflit dans une phase beaucoup plus sanglante.

Une fois encore, la pression de l'opinion publique française peut être déterminante dans l'évolution de la situation dans l'île. Participer à la formation d'un large mouvement anticolonialiste en France, voilà justement l'un des buts que s'est assigné le Comité de soutien au peuple kanak qui organisait la soirée.

A l'initiative du Groupe des Kanaks en France (groupe de la Roche-sur-Yon), de la Fédération anarchiste de la Roche-sur-Yon et de la Fédération libertaire de Vendée, le comité rassemble aussi, aujourd'hui, le P.S.U., la C.F.D.T., l'Ecole émancipée, la C.N.S.T.P., la C.G.T., le collectif Objections de la Roche-sur-Yon et des individus. La parfaite réussite de cette soirée, malgré le boycott de l'annonce par la presse, nous conforte dans l'idée que l'anticolonialisme n'est certainement pas une idée à ranger au musée des contestations périmées.

Jérôme Charentaise

## ALGÉRIE 1979 A DROITE TOUTE !

**L**E F.L.N. comme si vous y étiez. Ce parti obéit à la même logique qui mène tous les partis. Chadli Benjedid, actuel responsable du parti, après Boumediène, a imprimé à l'Algérie de 1985 un caractère réaliste, remettant en cause la politique économique de l'après-révolution. De cette révision découle un revirement d'alliances. Et pour ce faire, il y a eu nécessité d'une épuration dans l'appareil gouvernemental. La deuxième partie de cet article fera le point sur la situation du socialisme algérien et la façon dont il est vécu par la population.

**E**N 1962, le colonialisme français est chassé d'Algérie à la suite d'une guerre sanglante ; le Front de libération national (F.L.N.) prend le pouvoir pour mener le peuple vers le « socialisme ». Aujourd'hui, la route paraît encore bien longue et sinueuse. L'année 1979 est marquée par un virage à droite de la politique algérienne : succédant à Boumediène, Chadli prend les rênes du pouvoir.

Au cours du congrès extraordinaire du F.L.N. de la fin janvier 1979, Chadli Benjedid est désigné responsable du parti. Le rôle de l'armée dans la nomination de ce colonel au poste de secrétaire général n'a certainement pas été négligeable. Dès cette époque, les trois orientations de la politique à venir étaient entérinées :

- ouverture et politique de réconciliation, qui allait se traduire par un rapprochement avec la bourgeoisie privée ;
- restructuration et réanimation du parti ayant pour but de réactiver le F.L.N. en ouvrant ses portes à d'autres couches sociales, favorables à la nouvelle politique de droite ;
- campagne d'assainissement de la vie politique et économique : chasse aux

décollage économique, fût-ce au prix d'une « génération sacrifiée », selon les propres termes de Boumediène.

Actuellement, pour le gouvernement, il faut gérer « sainement » ce qui existe et achever les plans quadriennaux dont près de 50% des projets n'ont pas vu le jour en 1979. Ainsi, sur les 400 milliards de dinars d'autorisation de dépense pour 1980-1984, les restes à réaliser des programmes précédents, comptaient, à eux seuls, pour 196 milliards. Pour freiner un endettement dont le rythme de progression a été jugé trop rapide de 1976 à 1979, des projets industriels de grande envergure ont été différés ou annulés. Le plan insiste sur les retards à combler dans les secteurs de l'agriculture, de l'habitat, de l'hydraulique, des infrastructures économiques et sociales, et de la formation professionnelle.

A l'automne 1979, le F.L.N. décide d'engager la lutte contre les « fléaux sociaux et le parasitisme ». Une série d'opérations policières se déroulent pour appréhender délinquants, vagabonds, spéculateurs et trafiquants en tout genre. En effet, la fin des années 70 a vu la multiplication des « affairistes » opérant non seulement dans le secteur privé, mais également dans les sociétés nationales et l'administration. Pour faire passer dans les faits la volonté gouvernementale de bonne gestion, proclamée dans les discours, des enquêtes et des arrestations ont lieu. Cette campagne ne touchera en réalité qu'une seule couche sociale : la plus défavorisée. Du côté du pouvoir, seuls quelques cadres, fonctionnaires et militaires seront emprisonnés et accusés de détournements de fonds et de négligence. Naturellement, les opposants au régime seront les premières victimes de cette épuration, assimilées ainsi à de simples droits communs.



lisme », le nouveau dirigeant ne s'embarasse pas de tous ces artifices. Il proclame sans ambiguïté qu'au « sein des entreprises, nombre de problèmes restent à résoudre et exigent davantage d'efforts de mobilisation et une exploitation rationnelle des potentialités du pays ». Son objectif est d'œuvrer à n'importe quel prix pour un accroissement de la production. Ceci ne peut se faire que d'une seule manière : par la surexploitation de la classe ouvrière. La diminution des coûts de production entraîne inévitablement la diminution des salaires et des dépenses sociales (santé, transport, etc.). Toute une série de mesures sont à la clef de cette nouvelle politique : licenciements, augmentation des cadences, encadrements autoritaires encore plus prononcés, répression systématique des luttes, campagnes de presse glorifiant les méthodes d'exploitations et de coercition dans le quotidien *El Moudjahid*.

Pour atténuer les répercussions de la crise internationale dans le pays, le gouvernement algérien a ainsi choisi la voie la plus réactionnaire : l'exploitation accrue de la classe ouvrière et la misère des masses. Cette politique de rigueur s'accompagne d'une certaine militarisation des travailleurs par les organisations de masse. Dans un premier temps, l'appareil syndical (U.G.T.A.) fut mis au pas. N'étant qu'une courroie de transmission du pouvoir, celui-ci doit repérer les syndicalistes trop zélés, encadrer les travailleurs pour étouffer toute contestation, afin de préserver la paix sociale. Il est vrai que, pour Chadli, les conditions ouvrières : salaires, conditions de travail, etc., ne seraient que des « problèmes marginaux ». L'état se resserre donc sur les travailleurs.

Face à de telles mesures, les luttes n'ont pas débouché sur une opposition capable de stopper cette offensive. Ceci peut s'expliquer par :

- les quelques mesures conjoncturelles prises pour atténuer le mécontentement populaire (importations massives de produits alimentaires et électro-ménagers, en vue d'approvisionner plus ou moins régulièrement le marché) et la relance de la construction de logements ;
- la répression impitoyable envers tout opposant conduite par la sécurité militaire empêche toute contestation structurée de se mettre en place ;
- isolement des opposants et parcellisation des luttes.

### Bureaucratie d'Etat et bourgeoisie privée même combat

Le 5<sup>e</sup> congrès du F.L.N., en décembre 1983, confirme l'orientation prise en 1979. Si ce dernier s'était déroulé sous le slogan : « Pour une vie meilleure », celui-ci annonce clairement la couleur :

« Travail et Rigueur ». Les congressistes ont décidé d'améliorer le rendement des entreprises, non pour satisfaire le besoin des masses, comme le proclame le parti, mais pour réussir sa politique économique. Une des résolutions insiste sur la nécessité de « renforcer la fonction économique de l'entreprise, l'unité de conception et de direction au sein de celle-ci et de l'unité de production en garantissant la discipline nécessaire ». Ce congrès a dévoilé au grand jour l'alliance entre le F.L.N. et la bourgeoisie privée. « Pour ce qui est du secteur privé, le congrès a décidé l'insertion de son intervention dans l'économie nationale (...) et d'œuvrer également à réunir les conditions susceptibles de lui fournir les équipements indispensables et les matières premières nécessaires ». Ce rapprochement était indispensable, puisque le secteur privé contrôlé, en grande partie, les circuits de distribution ainsi que certaines industries légères. On constate de plus en plus l'intégration politique de la bourgeoisie dans le F.L.N.

Pour les classes possédantes, il faut rationaliser l'appareil de production. Toute une série de mesures ont été prises à cet effet :

- démantèlement des sociétés nationales : 330 entreprises moyennes ont ainsi vu le jour (autonomes financièrement, elles peuvent embaucher et licencier à loisir) ;
- priorité à la petite et moyenne entreprise ;
- arrêt de l'exode rural et implantation d'entreprises à l'intérieur et sur les hauts plateaux d'Algérie ;
- volonté de réduire progressivement les importations alimentaires coûteuses en devises. Le gouvernement essaie de relancer l'agriculture en restructurant les grands domaines.

Au niveau international, l'Algérie tente d'obtenir de meilleures conditions financières et de diversifier ses exportations. Elle a réalisé d'énormes contrats de vente de gaz avec la France, la Belgique, l'Italie avec indexation du prix sur celui du pétrole. Il y a une remise en cause des alliances antérieures, tissées du temps de Boumediène. Le gouvernement se rapproche dorénavant des pays traditionnellement pro-occidentaux comme le Sénégal.

Il a acheté des armements américains et français et a maintenant une attitude de modération au sein de l'O.P.E.P. et de la Ligue arabe. On note un rapprochement avec la France : nombreux accords économiques, visites réciproques, accord tacite avec Paris sur le Tchad et le Liban, etc. Cette nouvelle attitude a provoqué une distanciation des liens avec l'U.R.S.S.

(A suivre)

Jean-Claude  
Gr. Kropotkine



MM Mitterrand et Benjedid à Alger.

opposants au régime et offensive anti-ouvrière.

Dès la fin de 1979, le comité central décide que les choix économiques antérieurs doivent être amendés. Début 1980, le gouvernement mettait en place un plan anti-pénurie. Pour ce faire, des importations d'une valeur de 5 milliards de dinars (produits alimentaires, biens de consommation et pièces de rechange) furent déversées sur le marché intérieur. Cette opération avait pour but d'éviter les débordements populaires dus au manque d'approvisionnement que subit quotidiennement la population.

Au lendemain de l'indépendance, l'Algérie avait opté pour la voie de l'industrialisation lourde, et avait alors décidé d'ignorer les besoins de consommation en négligeant certains secteurs non productifs : habitat, santé, etc. Le pouvoir jugeait plus urgent de poser les bases d'un

Profitant de la situation, le chef de l'Etat se réservera le droit d'accélérer ou de freiner, voire même de repousser le déroulement d'une procédure judiciaire. Se dotant ainsi d'un excellent moyen de pression, il tiendra en respect les différentes tendances qui s'affrontent au pouvoir et laissera cours à l'arbitraire le plus total.

### Offensive contre la classe ouvrière

La nomination de Chadli marque un tournant radical à droite. Le populisme de Boumediène vole en éclat. Un assainissement au sein de l'équipe dirigeante est opérée avec son cortège d'arrestations et de disparitions.

Si Boumediène, en parfait démagogue, ne manquait pas de faire référence à la « classe laborieuse » et au « socia-

## CHANTIERS NAVALS ESPAGNOLS LUTTE DES TRAVAILLEURS D'EUSKALDUNA

**A**VANT d'analyser les luttes menées par les travailleurs, les actions menées par le comité d'entreprise ainsi que celles des différentes organisations syndicales, il nous semble important d'exposer rapidement les événements passés afin de pouvoir mieux connaître et apprécier leurs actions au sein de l'entreprise Euskalduna.

### Historique

Bien que la crise dans le secteur naval ait commencé en 1973, c'est surtout en 1977-1978 que les travailleurs ont pris conscience du problème qui surgissait et ont essayé de s'organiser dans ce qui sera, plus tard, appelé Coorcinatión du secteur naval.

Cette coordination regroupait différentes organisations syndicales et, curieusement, également les comités d'entreprises. Mais une fois de plus, les intérêts politiques sont passés avant les intérêts des travailleurs et cette coordination a disparu au profit d'un autre organisme appelé « table de négociation », composé initialement par les C.C.O.O. (Commissions ouvrières, communistes), U.S.O. (Union syndicale ouvrière) et l'U.G.T. (Union générale des travailleurs); puis l'U.S.O. fut remplacé par l'E.L.A.-S.T.V. (syndicat des travailleurs basques).

Constituée définitivement en juillet 1978, la coordination signe les premiers accords dans le secteur naval. Ces accords incluaient une série de clauses qui, prises dans leur globalité, ne portaient pas atteintes aux travailleurs; sauf sur un point bien particulier. Ce point qui devait être mis en application six ans plus tard (en 1984) indiquait que les plans de restructurations étaient déjà prévus par l'I.N.I. (Institut national de

l'industrie) et l'administration centrale puisqu'il prévoyait le « besoin de réduire progressivement la capacité de production de 50% ».

Mais c'est en février 1982 que, par le biais d'un décret, naissent les Accords sur les mesures de reconversion du secteur naval. Ces accords annonçaient la fermeture des chantiers navals ainsi que la réduction des coûts de production. Ils furent signés par les pouvoirs publics d'une part et par les C.C.O.O. et l'U.G.T. d'autre part; E.L.A.-S.T.V. restant en retrait car les motifs politiques pèsent plus que les motifs syndicaux.

Courant décembre de la même année, Garcia de Cortazar, membre de la division navale de l'I.N.I. fait des déclarations sur la non-viabilité de Euskalduna dans la production de nouveaux bateaux et indique que la production future sera axée sur la construction de plate-formes servant à l'extraction du gaz.

Début 1983, face à ces déclarations et à la signature de ces accords, les travailleurs se mobilisent. Les deux syndicats, C.C.O.O. et U.G.T., s'opposent à cette mobilisation prétextant les accords signés et valables jusqu'en 1984, ne tenant aucun compte de ces déclarations et des documents officiels. Peu à peu, la machine dévastatrice se met en place et ce malgré la lutte.

En juin 1983, alors que le P.S.O.E. (Parti socialiste ouvrier espagnol) est au pouvoir, le ministre de l'Industrie Solchaga présente le *Livre blanc de la réindustrialisation*. Toutes les cartes du parti gouvernemental et par extension de l'I.N.I. sont alors sur la table. Le pouvoir se met de nouveau en branle contre la classe ouvrière, classe que les socialistes prétendent défendre. Mais

dans ce cas comme dans d'autres, la démagogie l'emporte. Les travailleurs savent maintenant où se trouve leur ennemi, c'est-à-dire ceux qui vont les priver de leur emploi et qui veulent tester leur capacité de riposte. Les premières mobilisations surgissent...

En novembre et décembre de la même année, le secteur naval se mobilise au niveau national. Le 13 décembre a lieu une manifestation à Bilbao contre la fermeture de Euskalduna, à laquelle assistent tous les partis politiques et centrales syndicales sauf l'U.G.T., le P.S.O.E. et l'A.P. (Alliance populaire, droite). Dans le même mois, se constitue une « table de négociation » composée par l'I.N.I., S.O.R.E.N.A., U.G.T., E.L.A.-S.T.V. et C.C.O.O.

Mars 1984 : les négociations commencent : restructuration (décret de novembre 1983), plan de l'I.N.I. pour les grands chantiers navals et « SORENA » pour les petits et moyens chantiers.

En mai, U.G.T. et E.L.A.-S.T.V. acceptent les propositions gouvernementales allant ainsi à l'encontre de toutes les organisations syndicales.

En juin et juillet, à nouveau de fortes mobilisations avec grève générale du secteur le 12 juillet. Peu à peu, les travailleurs de ce secteur et plus particulièrement ceux d'Euskalduna radicalisent leur position et leur mobilisation. Manifestations journalières avec affrontements policiers.

Le 30 octobre : grève générale dans le secteur de la métallurgie dans la région de Viscaya contre la restructuration du secteur naval. La police est présente continuellement et les affrontements sont constants.

Le 10 novembre, la police intervient plus brutalement. Les travailleurs voulant sortir de l'usine pour manifester avec

leurs femmes, celle-ci charge (au moins 60 blessés). Au cours du mois de novembre, l'U.G.T. et l'I.N.I. trouvent un accord pour la restructuration. Le 23 novembre, la police intervient de la façon la plus violente et charge les travailleurs occupant l'usine, détruisant des armoires, la bibliothèque, l'économat et les locaux syndicaux (sauf celui de l'U.G.T.). Elle utilise aussi des armes (résultats : 1 mort, 1 blessé par balle et plus de 200 blessés). S'en suit la fermeture de l'usine par le patron et le siège de la police dans l'usine. Le 28 novembre, la fermeture est déclarée illégale et le préfet fait évacuer la police des lieux (!).

Le 3 décembre, les travailleurs d'Euskalduna occupent l'usine. Le 11, grève générale dans la région de Viscaya et manifestation à Bilbao. Le 28 décembre, les travailleurs d'Euskalduna cessent l'occupation. Ainsi se termine cette série d'actions entreprises pour contrer la politique anti-ouvrière du P.S.O.E.

### Analyse des événements

Nous respectons et admirons l'attitude des compagnons d'Euskalduna ainsi que celle des travailleurs qui, en apportant leur contribution à cette lutte, ont su démontrer à la classe ouvrière que le mouvement ouvrier est encore vivant, même si certains veulent l'enterrer définitivement.

Les mass-médias : télé, presse, radio (hormis quelques exceptions) ont contribué largement à la désinformation de l'opinion publique sur les événements qui se sont déroulés. La façon dont ils ont traité la lutte des travailleurs est scandaleuse, et le mot est faible.

On les a traités de « vandales », de « guérilleros urbains », de « terroristes » et de bien d'autres choses encore, cachant ainsi la vérité ou donnant des versions progouvernementales des faits. Ces manipulations ne doivent pas masquer la vérité : un travailleur est mort et plusieurs centaines d'autres ont été blessés dans une lutte inégale : les travailleurs d'un côté, les médias, le gouvernement, l'U.G.T. et la police de l'autre.

### Rôle des syndicats et du comité d'entreprise

L'U.G.T. s'est livrée à un matraquage constant de déclarations dans les médias, au déploiement de tous ses dirigeants (aussi bien du secteur naval que de l'exécutif), pour prôner les effets mirifiques de la reconversion (chose d'ailleurs dont ils doutent eux-mêmes). Elle a laissé croire qu'elle était la seule à pouvoir négocier (le prix à payer important peu), en occultant les positions des autres organisations syndicales et celle des travailleurs qui étaient différentes. Cette centrale a poussé le cynis-

me à son point maximal en présentant les travailleurs des chantiers navals, et en particulier ceux d'Euskalduna, comme des chômeurs de luxe.

En ce qui concerne les CCOO, ce syndicat a montré de nouveau son vrai visage, puisqu'il a signé de multiples accords qui vont à l'encontre des intérêts des travailleurs et qu'il s'est permis de faire des déclarations pour le moins étonnantes par l'intermédiaire d'un syndicaliste bien connu d'Euskalduna. Ce dernier a traité les travailleurs d'Euskalduna de « vandales » et de « fascistes ».

La signature des accords de 1978 et 1982, par ce syndicat, a ouvert d'une certaine manière la voie vers une reconversion navale. Enfin, comme toujours cette centrale syndicale a d'abord mis sa plateforme politique en avant et a utilisé la tactique des réunions espacées dans le temps afin de désamorcer la lutte et affaiblir la solidarité.

Au sein de la centrale E.L.A.-S.T.V., deux positions diamétralement opposées s'affrontent. Alors qu'à Euskalduna, ses membres soutiennent la défense du poste de travail (un des leurs étant en grève de la faim), d'autres ont signé les accords de reconversion pour les petits et moyens chantiers navals. Mais n'oublions pas que cette organisation a pris naissance à Euskalduna.

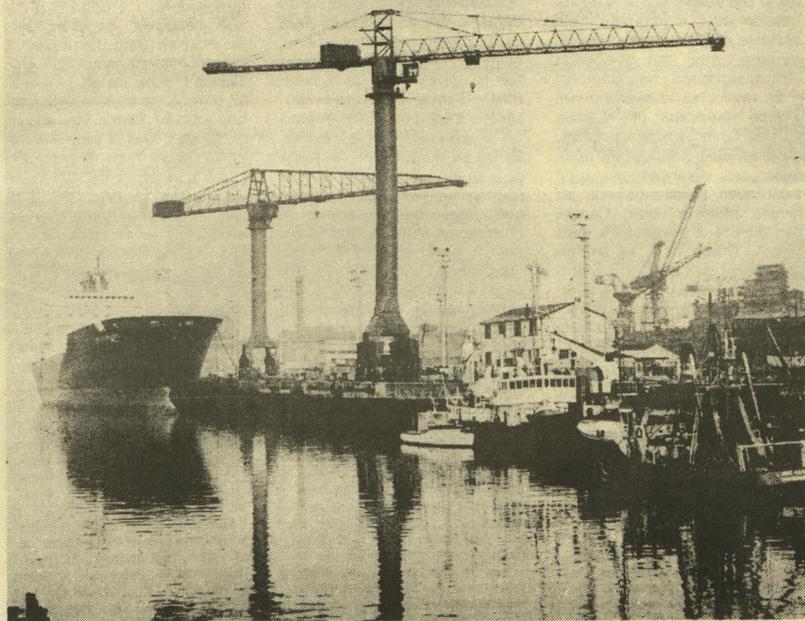
Le comité d'entreprise, composé entre autres de l'U.G.T., des C.C.O.O. et de l'E.L.A.-S.T.V. a adopté plusieurs positions. A l'instar des C.C.O.O., le comité n'a pas tenu compte des déclarations et des documents de 1983, par conséquent il ne s'est pas fait l'écho de l'inquiétude naissante des travailleurs.

Mais à la suite des décisions de lutte des travailleurs, le comité d'entreprise a dû, à contre-cœur, obéir aux décisions prises lors des assemblées par les travailleurs. A partir de ce moment, les représentants syndicaux dans leur ensemble ont fait un travail de sape en essayant de diviser les travailleurs et de mettre tous les obstacles possibles pour imposer leur contrôle.

Personne ne peut douter de la volonté réelle des travailleurs d'Euskalduna : ils ont défendu et veulent défendre leur travail. Pour eux, l'issue finale de cette lutte ne peut être que le maintien du chantier naval. L'occupation de l'usine après la grève générale du 11 novembre n'a été qu'un miroir aux alouettes destiné à enrayer la lutte.

Les travailleurs d'Euskalduna doivent se mobiliser de nouveau et c'est à cette fin que des contacts ont été établis avec différentes centrales syndicales, dont la C.N.T. (Confédération nationale du travail), afin de continuer la lutte.

Traduit de C.N.T.



## « ALBERT CAMUS ET LES LIBERTAIRES »

On connaît l'attachement des anarchistes pour Albert Camus, l'auteur de *L'Homme révolté*. La sympathie pour un écrivain isolé face à une intelligensia à la remorque du Parti communiste n'explique pas seulement ce lien qui rattache un penseur à un mouvement politique. Dès que la postérité se réapproprie l'écriture d'un homme mort trop tôt, celle-ci s'arrange pour gommer les aspérités ne cadrant pas avec le portrait qu'elle désire en faire. Le groupe Fresnes-Antony, en rééditant des textes parus dans *le Monde libertaire*, en 1957 et 1960, nous donne aujourd'hui l'occasion de replacer les pièces du puzzle.

Albert Camus ne s'est pas contenté d'un discours avant-gardiste ou pimenté de sève prolétarienne à l'ombre de place du Colonel-Fabien. Écrivant l'homme, l'absurdité de sa condition, sa révolte s'épanouissant au soleil de la révolution sociale, il alla au-delà de la dénonciation du césarisme en militant au sein même du mouvement ouvrier et révolutionnaire ; non pas en dilettante ou en écrivain en mal de flashes publicitaires, mais bien en homme sûr de ses convictions : la libération de l'homme passe par l'abolition de tous les totalitarismes.

Les témoignages de militants de cette époque, rapportés par *Albert Camus et les libertaires*, sont en la matière exemplaires. Que ce soit pour défendre les Espagnols emprisonnés dans les geôles franquistes ou Maurice Laisant poursuivi en justice pour avoir protesté au nom des Forces libres pour la paix contre la guerre d'Indochine, ou bien encore au sein d'une association Europe-América, qui avait pour objectif d'apporter une solidarité effective à toutes les victimes du totalitarisme de l'Est ou de l'Ouest ; Albert Camus a su choisir ses causes. Il a surtout combattu auprès de militants obscurs au nom de cette liberté qu'il a tenté de définir dans son œuvre littéraire. Bien avant cette mode qui parcourt les milieux intellectuels et qui voit des célébrités se contenter d'apposer leurs noms sous de nombreuses pétitions, A. Camus a accompagné le mouvement révolutionnaire et libertaire dans des luttes ignorées par l'intelligensia parce que dénonçant autant le fascisme de l'Est que de l'Ouest.

Il est important de remettre les pendules à l'heure et les témoignages réédités par Volonté anarchiste apportent de nouveaux éléments qui nous montrent l'intervention d'un homme qui a mis sa plume mais également sa voix au service d'une cause universelle : celle de la dénonciation du césarisme.

Il est heureux que les anarchistes s'en souviennent, et les deux brochures paraissant cette année (2) sur les rapports d'Albert Camus avec le mouvement libertaire sont complémentaires. Elles sont à lire, car elles rompent la loi du silence orchestrée par l'ensemble du milieu intellectuel.

Thyde Rosell

(1) « Albert Camus et les libertaires », éd. Volonté anarchiste (groupe Fresnes-Antony de la Fédération anarchiste), en vente à la librairie du Monde libertaire : 20 F.

(2) Voir note de lecture de J.-M. Raynaud ci-contre.



Albert Camus, l'homme révolté.

## « L'OEUVRE ET L'ACTION D'ALBERT CAMUS DANS LA MOUVANCE DE LA TRADITION LIBERTAIRE »

UNE préface de Roger Dardouin qui, d'entrée de jeu, va à l'essentiel au rythme endiablé de l'émotion et de la passion ; un excellent travail de T. Vertone, sérieux, documenté, agréablement mis en forme, nous offrant une présentation solide de *L'Œuvre et l'action d'Albert Camus dans la mouvance de la tradition libertaire* (1). Tout cela fait qu'on se régale littéralement à la lecture de cette brochure. Cela étant, quelques petites critiques me semblent devoir cependant être adressées à T. Vertone. En toute amitié, cela va de soi !

Tout d'abord quand l'auteur évoque la polémique et la rupture entre Sartre et Camus lors de la parution de *L'Homme révolté*, il met en avant — ce qui est parfaitement fondé — les divergences philosophiques entre Camus et l'existentialisme, mais il occulte complètement la dimension politique de la rupture. Hors, cette dimension est fondamentale. Camus, en effet, dans *L'Homme révolté* se situe clairement comme anti-stalinien et anti-marxiste. Et c'est cela qui était inacceptable pour un Sartre qui, écrivant *Les Communistes et la paix*, était en train de rejoindre le P.C.F. et de cautionner le fascisme rouge des pays de l'Est. Cela, pour être « efficace » et présent sur la scène de l'histoire.

Ensuite, et cela me semble en contradiction avec son appré-

ciation sur la rupture Sartre-Camus, Vertone s'interroge sur le fait de savoir si l'attachement de Camus à la pensée libertaire n'a pas été trop tiède et entaché d'ambiguïté », ce qui laisse sous-entendre une critique à l'encontre du non-militantisme de Camus. Hors, Camus a fait énormément pour et avec le mouvement libertaire et anarchiste. Dans des meetings, des procès, des pétitions, des articles pour *Le Libertaire*, *Le Monde libertaire*, *Témoins*, *La Révolution prolétarienne*... il a défendu clairement et avec vigueur les anarchistes, les anarcho-syndicalistes... Et de plus, il ne s'est jamais posé en militant. Camus, en effet, estimait qu'il n'était qu'un intellectuel, un écrivain, et qu'il n'avait pas de leçons à donner — contrairement à Sartre — aux travailleurs sur la manière dont ils devaient faire la révolution. En maintes occasions, Maurice Joyeux expliquera qu'il appréciait hautement cette position, toute d'humilité.

De plus, Vertone parle de la « pétition promue par Joyeux, signée aussi de Camus, qui fut à l'origine du retour en France de Céline ». Hors, si cette pétition fut effectivement signée par Joyeux, et il s'en est expliqué, on peut lire dans l'excellent ouvrage de Herbert R. Lotman sur Camus (p.542) une appréciation différente de l'événement : « Camus fit la connais-

sance de Maurice Joyeux lorsqu'un collaborateur du *Libertaire*, Maurice Lemaître, suggéra de lancer une campagne pour faire revenir Céline de son exil (dû à son attitude pendant la guerre). »

Enfin, et j'en terminerai là de mes remarques critiques, j'avoue que j'ai du mal à comprendre le sens d'une phrase comme « Camus dès ses débuts a écrit et développé son œuvre dans la mouvance de la thématique liée à la sensibilité et à la pensée libertaire ». Cela, au niveau du fond, bien évidemment. De même, j'ai du mal à comprendre le sens du titre de cette brochure. Car, que je sache, Camus a placé clairement son œuvre et surtout son action dans le cadre d'une relation au mouvement anarchiste, anarcho-syndicaliste et syndicaliste-révolutionnaire ; non pas par rapport à une mouvance quelconque. Bref !..

Quoi qu'il en soit, cette brochure est à lire. Mais il n'est pas inutile d'en compléter la lecture par celles de la brochure de Volonté anarchiste et du livre de Hubert R. Lotman (2).

J.-M. Raynaud

(1) « L'Œuvre et l'action d'Albert Camus dans la mouvance de la tradition libertaire », de T. Vertone, éd. A.C.L., en vente à la librairie du Monde libertaire : 30 F.

(2) « Albert Camus », Herbert R. Lotman, éd. Seuil.

## L'HOMME RÉVOLTÉ... ET L'HOMME DÉSHONORÉ

QUAND *L'Homme révolté* parut, en octobre 1951, l'accueil, du côté du Parti communiste français et de ses satellites, fut « sibérien ». Camus s'y attendait. De même, il ne fut pas surpris outre mesure des « réserves » en forme de coups de griffes de la presse de gauche non communiste. Les adeptes de la compromission avec le monstre froid satelinien ne pouvaient, en toute logique, que mal supporter l'intransigeance de Camus !

En revanche, la réaction des *Temps nouveaux* prit Camus au dépourvu. Jusqu'à présent, en effet, sans pour autant minimiser les divergences qu'il avait avec l'existentialisme au niveau philosophique, Camus pensait être « en amitié » avec Sartre. D'une part, ils se fréquentaient pas mal — à Saint-Germain ou ailleurs —, et d'autre part, au niveau de l'engagement politique, ils se retrouvaient souvent côte à côte.

Aussi, quand dans un article intitulé « Albert Camus ou l'âme de la révolte », paru dans les *Temps modernes*, la revue de J.-P. Sartre, Francis Jeanson tira à boulets « rouges » sur son livre, en lui reprochant son anticommunisme et son manque de perspectives historiques ; Albert Camus prit la mouche... et la plume. Et ça donna une longue lettre à « M. le directeur » des *Temps modernes* ; lettre

qui, bien sûr, fut publiée dans le numéro suivant de la revue, avec une réponse cinglante de Sartre et un nouvel article de Jeanson. C'était la rupture !

Mais qu'on ne s'y trompe pas, cette rupture survenue à l'occasion de la parution de *L'Homme révolté* était inévitable. Mieux, elle était déjà réelle et seule l'« amitié » entre Camus et Sartre lui servait de cache-sexe.

Au niveau philosophique et politique, tout, en effet, séparait et opposait les deux hommes. Camus constatait l'absurde, mais pour faire ressortir la nécessité de la révolte. Sartre se moquait de l'absurde et bien sûr de la révolte. Pour lui, l'existence n'avait de sens que comme partie prenante de l'histoire en actes, ce qui l'amenait à poser le problème de l'engagement en terme d'« efficacité » et non de morale. L'efficacité, étant, on s'en doute, synonyme de « sens de l'histoire ».

En revanche, Camus était un homme tout d'une pièce, ne transigeant pas avec les grands principes comme la liberté, la justice, l'égalité... et, logique avec lui-même, il dénonçait à la fois la bourgeoisie et le stalinisme, se retrouvant aux côtés des anarchistes, des syndicalistes-révolutionnaires et des anarcho-syndicalistes. Sartre, lui, tout en ayant conscience des tares du stalinisme, ne pou-

vait que s'en rapprocher toujours davantage.

Comme on le voit les divergences entre Sartre et Camus étaient de taille et ne pouvaient aboutir qu'à une rupture radicale. Le prétexte en fut la parution de *L'Homme révolté*, mais si ce prétexte n'avait pas existé, un autre eut surgi inmanquablement.

A l'époque, en effet, Sartre était en train d'amorcer un rapprochement avec le P.C.F. Ceci à l'heure où en U.R.S.S. la terreur stalinienne atteignait une intensité jamais vue encore. Il écrivait *Les Communistes et la paix*, dont la première partie parut en juillet 1952 dans les *Temps nouveaux*, il y disait : « Un anticommuniste est un chien, je ne sors pas de là ». La boucle était bouclée, Sartre allait adhérer au P.C.F., cautionner l'incalculable et se déshonorer à jamais.

Camus, quant à lui, resta solidement campé dans son intransigeance et son œuvre comme son action demeurent, encore aujourd'hui, exemplaires de courage et d'espérance. Rien d'étonnant donc à ce qu'il ait rompu avec les existentialistes. « Quelque chose en eux aspire à la servitude », disait-il à ce moment-là. Il avait raison ! L'homme révolté ne pouvait penser autre chose de l'« homme déshonoré ».

Maylis O'Brian



## « ILS ONT VOTÉ... ET PUIS APRÈS ? » CHANTE LE POÈTE

« **A** VOTÉ ! » Les champions sont éteints, les électeurs ont regagné leurs pénates. La comédie est terminée pour les citoyens... provisoirement. Mais pour les grands fauves de la politique, en revanche, c'est réparti mon kiki ! Pas de temps à perdre, car à l'horizon pointe la botte secrète de la majorité de gauche — effritée et qui sert les fesses —, la proportionnelle.

C'est bien connu, le danger rapproche ceux qui s'aiment et même ceux qui se haïssent. Devant la menace, Chirac, Lecanuet, Barre, Giscard, brusquement, s'aiment d'amour pur : celui de la patrie, c'est-à-dire l'amour du pouvoir et des bénéfices qu'il procure. Leurs rapports au cours de ces dernières années avaient donné des preuves multiples et convaincantes des rivalités féroces qui les opposaient. Mais les haines ne sont pas éternelles, surtout lorsqu'il s'agit de défendre le grisbi. Les revoilà amis comme cochons — tapes dans le dos et claques dans la main — ces beaux messieurs de la foire électorale ! Beau spectacle pour ceux qui ont de la mémoire. Ne manquons pas de nous mettre au balcon, au cours de l'année électorale qui se prépare, nous aurons encore des occasions de rigoler en contemplant les contorsions de ces pitres. Et ici, nous n'y manquerons pas, avec l'espoir qu'ainsi qu'on le voit au théâtre de marionnettes, Guignol sorte des coulisses pour bastonner avec sa batte tous ces fripouillards. Espoir bien mince, j'en conviens, mais c'est parfois arrivé !

Les élections, celles d'hier comme celles de demain, n'ont jamais rien changé et ne changeront jamais rien à la situation économique et sociale des citoyens, c'est évident ! A part, naturellement, celle des professionnels de la politique. Et certains des bougres engagés dans la compétition rêvent de lendemains qui chantent, alors que d'autres risquent de voir leurs châteaux en Espagne s'écrouler. Et lorsqu'on écarte les ritournelles électorales où nous sommes conviés, on s'aperçoit que ces grandes fêtes républicaines nous poussent à nous coller avec nos concitoyens pour que Chirac-le-châtelain remplace Mitterrand-le-sauteur du Luxembourg dans les cuisines de l'Élysée et que Barre installe ses grosses fesses dans le fauteuil étrié que Fabius occupe provisoirement à Matignon !

Oui, je sais, ces embrouilles durent depuis que la bourgeoisie a découvert la démocratie parlementaire, ce moyen commode de tromper les gogos. Et quel que soit le régime, les petits malins qui tirent les

ficelles de la classe politique savent accommoder les mœurs électorales de façon à consolider leur pouvoir, tout en donnant à l'électeur sa ration d'illusions. La proportionnelle, qui se mijote dans les officines, ne sera pour la gauche qu'un moyen de sauver les meubles comme le scrutin majoritaire dont, vertueusement la droite se réclame, celui de se réinstaller aux affaires. Cette comédie électorale devrait sauter aux yeux des plus demeurés. Voire ! Le peuple aime le spectacle ; et du spectacle, ce dévoiement électoral lui en donne... gratis !

Les panneaux électoraux à peine rentrés, deux des acteurs de ce merdier ont diné en ville et nous l'ont fait savoir à travers les médias. Au menu de ce repas de princes, qui fera rêver les « nouveaux » pauvres, il y avait non seulement Mitterrand et Fabius, mais également le troisième grand : Giscard, lui-même, qui étaient absents. Gageons qu'ils ont été, pour le moins, accommodés à la vinaigrette. Jusqu'à ce que le moment soit venu de sonner l'hallali de la bête qui occupe l'Élysée, soyons persuadés que ces repas « républicains » se multiplieront. Les convives changeront, les têtes de turcs aussi, les combines s'élaboreront, les embrassades et les peaux de banane s'entrecroiseront. Il y a encore de beaux jours pour les mironrons qui, comme Rocard, naviguent à la lisière des partis et dont le léger déplacement peut permettre la constitution ou la désagrégation d'une majorité, comme aux beaux jours de la Troisième République. Soyez sûr que Mitterrand y pense sérieusement, lui qui, à cette époque, fut une dizaine de fois ministre sous des gouvernements de toute couleur politique. Mais au centre de ces combines, il y a l'électeur !

L'électeur, chacun des partis en parle avec modération et respect. Dame ! c'est lui qui tient les billes. Et l'électeur caressé dans le sens du poil se renferme. Il est bien, l'électeur. Ne nous fâchons pas avec l'électeur ! On le trompe parfois, l'électeur. Qui on ? Les autres parbleu ! Mais, jamais l'électeur ne se trompe ! Avez-vous vu une affiche où l'on constate — et c'est une évidence — que l'électeur est un couillon ? Ça ne se fait pas ! Et même les plus farouches révolutionnaires entourent avec respect tous ces abrutis qui allègrement votent contre leurs intérêts pour faire plaisir à leur maire, à leur curé ou plus simplement au délégué départemental d'un parti qui, peut-être, dispose d'une croix du Mérite agricole ou d'un ruban des Palmes académiques. Et puis, l'électeur, dans un moment d'abnégation, il peut

venir à la cellule... n'est-ce pas ? Mon opinion sur l'électeur, vous la voulez ? L'électeur est un con, mais surtout ne le répétez pas, ça pourrait me faire du tort.

En fait, on peut diviser les électeurs en deux groupes d'inégale importance. Il y a d'abord ceux qui, de près ou de loin, appartiennent à la classe politique, soit qu'ils soient attachés à un homme ou qu'ils appartiennent à un parti, soit que leurs intérêts coïncident avec le projet économique et social de ce parti. Ceux-là, même si on ne les approuve pas, on les comprend. Ils protègent leur job ! Ils ont des motifs, dictables ou pas ; et ces motifs, ils sont capables de les exposer, de les justifier. Ils sont généralement fidèles et ils forment le soubassement des tendances qui s'affrontent. Ils sont une minorité qui assure la stabilité du parti. Ce ne sont pas

ceux-là qui font et défont les majorités. Ce sont les autres ! Les autres, ah ! les autres ! Comme moi, vous les avez écoutés les autres, au bistrot du coin, à l'atelier ou au bureau, à la campagne pendant vos vacances. Ils sont attendrissants de bêtise les autres, ceux qui finalement feront la décision. Ballotés à travers des événements qu'ils comprennent mal ou qu'ils ne veulent pas comprendre, ils sont le reflet de l'événement de la veille, comme ils le seront de celui du lendemain, de leurs aigreurs d'estomac... lorsque ce n'est de celles des gens dont ils dépendent. Ils votent au coup par coup, machinalement. Et cependant, cette comédie qui se joue périodiquement, ils y tiennent. Elle leur donne l'impression de maîtriser leur avenir et de conduire le jeu poli-

tique. Ces têtes légères qui, pour cinq ans ou sept ans, et par paresse intellectuelle, abandonnent leur destin à d'autres. Ils font claquer leurs talons lorsqu'ils pénètrent dans un préau d'école avant de glisser leur bulletin dans l'urne.

Electeurs et élections qui se complètent parfaitement, sont des faux-semblants. C'est cette comédie qui permet au régime de s'abriter derrière cette fière devise : Liberté, Égalité, Fraternité. Fraternité, alors que les nouveaux pauvres se pressent aux portes des soupes populaires ! Égalité, lorsque les travailleurs comparent leur feuille de paye à celle de ceux qu'ils ont élu ! Liberté, alors que celle-ci dépend des moyens économiques pour en faire une réalité ! De qui se moque-t-on ?

Soupe de sûreté à l'usage des sociétés de classes qui conservent encore le moyen d'équi-

ce qui tout se modifie rapidement de nos jours ! Pour cinq ans, les citoyens vont remettre leur sort dans les mains de politiciens retards, après avoir lu ou écouté distraitemment un programme passe-partout qui, sur le fond est le même quel que soit le parti qui le propose. Et chacun sait qu'après quelques mois et quel que soit le vainqueur, tous ces programmes se rejoindront, se mêleront, s'inclineront devant les nécessités de survie du système économique de classes. Il s'agit d'un chèque en blanc que réclament les politiciens, même s'ils prétendent le contraire. Ce pouvoir énorme, laissé pour une législature au Parlement et au gouvernement, risque d'inquiéter l'électeur le plus borné. Alors, les politiciens ont prévu une autre soupe de sûreté : le référendum ! Un référendum qui ne sert jamais et qui, comme les élections, constitue un alibi à une politique de classe décidée en-dehors des parlements par quelques centaines d'individus qui tiennent la fortune du pays entre leurs mains, politique appliquée par leur laquais qui siègent dans les assemblées.

Les querelles électorales, auxquelles nous sommes conviés, ne sont rien d'autre que des querelles pour déterminer qui empochera les prébendes consenties par le capital pour les bons et loyaux services de la classe parlementaire. Les criaileries auxquelles nous assistons, ne sont rien d'autres que des querelles de marchands de tapis faisant l'article pour maintenir l'économie du profit à travers les difficultés de la conjoncture.

Le système parlementaire, quelle que soit la technique à laquelle il a recours, est le moyen idéal de gouverner de la bourgeoisie libérale. Il crèvera avec la bourgeoisie, pas avant ! Et en attendant, les foules continuent à aller aux urnes pour y glisser du vent. Les révolutionnaires, eux, continueront à préparer la relève ! Devant les difficultés qu'on entrevoit et qui bouleverseront les perspectives économiques, politiques et sociales de la fin de ce siècle, Marchais comme Le Pen croient tenir la corde ; mais ils ont trop trempé dans le système pour avoir leur chance. Ils se sont usés en usant l'adversaire de l'intérieur du système, alors que c'est de l'extérieur qu'il fallait lui porter des coups. Les dernières années de ce siècle verront des bouleversements profonds. Si nous continuons la lutte, le fédéralisme libertaire peut sortir grand de ces combats sociaux et s'imposer comme le seul successeur possible de la démocratie parlementaire.

Maurice Joyeux



librer leur économie, le système électoral est la suprême barrière de la bourgeoisie pétrocharde, lorsque la crise menace de tout emporter et que se dresse, devant ses yeux horrifiés, l'Homme fort avec un grand sabre ou la multitude derrière ses barricades. Les hésitations du peuple, elle les connaît. Toucher à la démocratie parlementaire, le prolétariat hésite : « Ça pourrait être pire ! » Le voilà bien, le chantage à la menace fasciste qui conduit le citoyen aux urnes. Moyen efficace, car même lorsqu'il prend le pouvoir, le fascisme conserve une parodie d'élections, tant est efficace ce moyen de baillonner les foules.

Scrutin proportionnel ou scrutin majoritaire, bonnet blanc ou blanc bonnet ? Elire des hommes pour cinq ans, alors

librer leur économie, le système électoral est la suprême barrière de la bourgeoisie pétrocharde, lorsque la crise menace de tout emporter et que se dresse, devant ses yeux horrifiés, l'Homme fort avec un grand sabre ou la multitude derrière ses barricades. Les hésitations du peuple, elle les connaît. Toucher à la démocratie parlementaire, le prolétariat hésite : « Ça pourrait être pire ! » Le voilà bien, le chantage à la menace fasciste qui conduit le citoyen aux urnes. Moyen efficace, car même lorsqu'il prend le pouvoir, le fascisme conserve une parodie d'élections, tant est efficace ce moyen de baillonner les foules.

Scrutin proportionnel ou scrutin majoritaire, bonnet blanc ou blanc bonnet ? Elire des hommes pour cinq ans, alors

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.